

**LIRE PAGE**

2-3. — La physionomie de la nouvelle

4-5. — Les réactions et les commentaires

6 à 9. — Les résultats dans la région parisienne.

10 à 19. — Les résultats dans les départements.

20. — Revue des revues, Y. Florenne.

22. — Le plus gros avion du monde, J. Isnard.

25. — Les sports, R. Marcellac, O. Merlin.

28. — L'avenir spatial de l'Europe, N. Viehney.

32. — La célébration de l'union douanière.

# Le Monde

0,50 F

Algérie, 0,50 DA; Maroc, 0,60 dir.; Tunisie, 50 m.;  
 3 lit.; DENEMARK 117-111-1; ESPAGNE 0-170-1;  
 Gde-Bretagne, 1,3 sh.; Grèce, 8 dr.; Italie, 100 L.;  
 Luxembourg, 5 fr.; Norvège, 1,50 kr.; Pays-  
 Bas, 0,60 fl.; Portugal, 7,5 esc.; Suède, 1,25 kr.;  
 Suisse, 0,50 fr.; USA, 50 cts; Yougoslavie, 3 din.

Tarif des abonnements page 2

C.C.P. PARIS N° 4207-23  
 TELEPARIS N° 22613  
 Ad. télégr. : JOURMONDE-PARIS  
 Tél. : PRO (770) 91-29

Rédaction, Administration : 5, r. des Italiens, Paris-IX. — Directeur : Hubert BEUVE-MÉRY

## VICTOIRE DE LA MAJORITÉ QUI ENLÈVE 358 DES 485 SIÈGES DE LA NOUVELLE ASSEMBLÉE

# Les gaullistes gagnent 97 sièges et les républicains indépendants 21 La Fédération de la gauche perd 61 sièges et le parti communiste 39

### QUELLE ISSUE ?

par SIRIUS

D'AVOIR écrit ici qu'il fallait s'en tenir à la Constitution et que le recours aux élections ouvrait « une issue à une situation devenue inextricable » ne pouvait aller sans de vigoureuses... « contestations ». Pour les uns, il était indigne, voire sacrilège, de mettre en question l'autorité d'un homme qui avait si totalement et si souvent avec succès voué sa vie au bien public. Il était pour d'autres hypocrite ou absurde d'en appeler aux électeurs. En cas de victoire des opposants, le président de la République, élu du peuple et non de l'Assemblée nationale, estimerait qu'il n'a pas à se soumettre et moins encore à se démettre. Au cas contraire, se trouverait confirmée, avec tous ses dangers, la conception quasi absolue qu'il se fait du pouvoir.

Les élections ont eu lieu. Calmes et régulières dans l'ensemble, elles assurent le triomphe d'une autorité qui, le mois dernier, a pu paraître à ses partisans comme aux opposants et au général lui-même ne plus tenir qu'à un fil. La peur, largement exploitée, a sans aucun doute joué aussi, pour parler comme M. Pompidou, un « réflexe » d'irritation. Dans des régions minières du Nord comme dans certaines banlieues parisiennes et dans les bastions traditionnels de la gauche en Dordogne et au Languedoc, ouvriers et paysans ont voulu condamner l'action de minorités par trop agissantes et affirmer qu'ils tenaient à voir leurs problèmes posés et résolus ailleurs que sur des barricades.

Rien n'est réglé pour autant. Ce n'est tout de même pas par la seule grâce de quelques « groupuscules », pris en tenaille entre la majorité gaulliste et le parti communiste, qu'une si grande partie de la jeunesse optait pour la révolte et que les grèves se généralisaient. Les mêmes causes produisant normalement les mêmes effets, les « événements » d'hier — suivant l'euphémisme couramment adopté — pourraient se reproduire demain avec une tout autre gravité si ne se manifestait très vite la volonté résolue de modifier profondément les objectifs et les méthodes. Un des reproches qui a toujours été adressé ici au général de Gaulle, c'est d'avoir imposé à la France, à coups de poker souvent heureux, une politique dont, à la longue, elle n'avait pas les moyens. Il lui faut reconnaître aujourd'hui qu'une trop brillante façade ne s'est pas par hasard tout d'un coup lézardée, qu'il faut changer l'ordre des priorités sans céder à la tentation de tenir pour négligeables des vaincus qui doivent, de leur côté, tirer la leçon de leur échec. On saura bientôt si le chef de l'Etat est bien ce « révolutionnaire » qu'il s'est flatté d'être.

Révolution, mutation, participation, ces mots n'ont pas valeur de talisman et appellent d'urgentes précisions qui pourraient être information, formation, équilibre, responsabilité.

Information d'abord, loyale sinon objective, vérifiable et par là même éducative. Au niveau de la nation avec la radio et la télévision, dont il est significatif et inquiétant qu'elle n'ait jamais paru incluse dans les projets de réforme. Information dans les entreprises, les universités et les écoles. Comme chacun, ouvriers ou étudiants aspirent légitimement à vivre le mieux ou le moins mal possible. Ils veulent aussi savoir, les plus jeunes, les plus généreux surtout, comment et pourquoi, se rendre compte eux-mêmes de ce qui est réalisable et de ce qui, provisoirement peut-être, ne l'est pas. Sous le fameux secret des affaires, combien d'injustifiables privilèges ? Sous les rites universitaires, que de traditions asphyxiantes ? La contestation est de droit, aussi nécessaire à la vie sociale qu'en d'autres domaines l'élimination d'organes sclérosés ou de branches mortes.

Mieux savoir, mieux comprendre, c'est aussi passer de la simple revendication à la responsabilité. Sans doute ne s'en souciaient-ils pas assez ceux dont la verve, souvent truculente, se donnait libre cours sur des murs vénérables. Mais il serait grave de tenir pour incertaines ou négligeables sous le seul prétexte qu'elles ont été menées hors des formes administratives les recherches et les suggestions venues d'un peu partout. « Pouvoir ouvrier », « pouvoir étudiant », « gouvernement populaire », pourquoi pas ? A condition que ce ne soient pas de vains slogans lancés après tant d'autres, de ne pas oublier non plus que toute société a ses lois, que tout peuple est, à quelque titre, colonisé et colonisateur, tout individu à la fois aliéné et aliénant. Si « la société est carnivore » ce ne sont ni l'anarchie ni le nihilisme qui peuvent la rendre moins vorace.

Voici la France dotée d'un chef qui a reçu du corps électoral, comme il le souhaitait, l'adhésion la plus massive, d'une nouvelle Assemblée nationale, bientôt sous doute d'un gouvernement plus ou moins largement modifié. L'heure pour eux n'est pas aux vacances, comme si l'alerte passée tout pouvait aller comme devant. Tout non plus ne peut s'improviser en un jour.

Peut-être le vote rapide de quelques lois-cadres aiderait-il à convaincre les forces productives du pays qu'elles doivent, à tous les échelons, se mobiliser et se réformer, les régionalistes et les « européens » que la décentralisation va de pair avec l'abaissement des barrières nationales, les jeunes, engagés dans la lutte, qu'il ne s'agit nullement de les « récupérer » mais de réaliser avec eux de meilleures conditions de travail, d'orientation et, quoiqu'ils en aient, de sélection. Avec la volonté de servir, la compétence reste la meilleure justification du pouvoir, le plus sûr moyen de le faire accepter.

Malgré les déceptions et les rancœurs, une issue peut donc bien être ouverte... A tous périls, car il est aussi difficile de dominer une trop grande victoire qu'une trop grande défaite et de garder ce respect, à tout le moins cette considération de l'autre qui fondent les vraies libertés.

Il n'est d'ailleurs pas que la France. Un peu partout dans le monde se poursuivent de mystérieuses et douloureuses gésines. L'homme est ainsi fait que ni l'automobile ou le transistor, ni l'ordinateur ou le « gadget » ne suffisent à lui donner les raisons de vivre qu'il est contraint, quand ses dieux sont morts, de chercher désespérément. Peut-être alors ne renoncera-t-il à l'attait de la révolution — ou de la guerre — que ceux qui en ont déjà trop cruellement souffert.

## M. Mendès France est battu à Grenoble par M. Jeanneney Les centristes passent de 42 à 27 députés

Le second tour des élections législatives n'a pas seulement confirmé le succès remporté par la majorité le dimanche précédent : il l'a si considérablement accentué qu'il en a fait une écrasante victoire.

Il faut certes tenir compte du jeu du mode de scrutin majoritaire qui amplifie considérablement le mouvement des sièges alors que celui des voix est moindre. Au premier tour, le nombre des voix de la majorité était d'un peu plus de 10 millions et demi et celui de l'opposition de gauche d'un peu plus de 9 millions. Au second tour, la majorité a recueilli environ 6 700 000 suffrages et la gauche 6 100 000.

Les gaullistes et leurs alliés giscardiens enlèvent néanmoins ensemble 358 sièges sur 485 dans la nouvelle Assemblée (il reste deux députés d'outre-mer à élire). A elle seule, l'U.D.-V<sup>e</sup> République (gaullistes « orthodoxes ») a 294 députés et gagne ainsi 97 sièges, dépassant très largement la majorité absolue (244 voix). Les républicains indépendants revendiquent 64 élus, soit un gain de 21 sièges.

Tous les membres du gouvernement étaient candidats, sauf M. André Malraux ; tous sont élus, sauf M. Yvon Morandau, secrétaire d'Etat chargé de l'emploi, battu dans l'Ain.

Les revers subis au premier tour par l'opposition de gauche se transforment en une

véritable déroute. La Fédération perd 61 de ses 121 sortants et apparentés, le P.C. perd 39 députés, passant de 73 à 34. M. Mendès France est battu à Grenoble par M. Jeanneney — de 132 voix. — MM. Mitterrand, Billères, Defferre, Mollet sont réélus, parfois de justesse, toujours grâce à l'appoint des suffrages communistes.

Les déstabilisations réciproques du P.C. et de la F.G.D.S. n'ont pas été admises par tous les électeurs de gauche qui n'ont pas suivi massivement les consignes qui leur étaient données comme ils l'avaient fait en 1967.

Le centre recule de 42 à 27 élus. Il en faut 30 pour constituer un groupe au Palais-Bourbon ; il va donc chercher parmi les non-inscrits les concours nécessaires. D'une manière générale, les voix centristes du premier tour sont allées, lorsque le candidat P.D.M. s'était retiré ou avait été éliminé, vers la majorité et non vers l'opposition. Plusieurs des élus centristes, au surplus, doivent leur élection au retrait de leur concurrent U.D.R. du premier tour.

Les réactions de la majorité vont de l'enthousiasme — « C'est un « non » catégorique à la subversion », a dit M. Marcellin — à la satisfaction empreinte de modération : « L'étendue de notre victoire nous impose la discrétion », a déclaré M. Pompidou, et M. Mondou : « Il nous faut conserver l'esprit critique. »

Du côté de l'opposition, c'est évidemment la consternation, et M. Mitterrand parle d'une « opération de truquage politique et psychologique », M. Waldack Rochet d'un « pas important vers la jacobinisation du régime ». Pour sa part, M. Duhamel se contente d'assurer que « l'avenir commence aujourd'hui ».

Le premier ministre, qui remettra vraisemblablement dans quelques jours la démission collective de son gouvernement au président de la République, pour lui permettre d'en modifier la composition, réunit dès lundi à Paris, au Palais d'Orsay, les 358 députés élus avec l'investiture U.D.R., qu'ils soient U.D.-V<sup>e</sup> République ou républicains indépendants.

A L'ÉTRANGER, après avoir relevé l'importance du « raz de marée », qui dans l'histoire du Parlement français n'a pas de précédent, la plupart des commentateurs estiment que le pays a dit oui aux réformes et non aux violences. Mais ils remarquent que les problèmes qui ont provoqué l'explosion de mai ne sont pas résolus pour autant. Certains, comme l'éditorialiste de la Gazette de Lausanne, demandent même s'il n'y a pas deux peuples français, l'un qui descend dans la rue et l'autre qui se rend aux urnes.

1) IL N'Y A PAS EU, DANS L'ENSEMBLE, BEAUCOUP PLUS D'ABSTENTIONS qu'au premier tour et finalement moins qu'on ne le redoutait dans tous les camps, mais surtout dans la majorité.

Pour les trois cent seize circonscriptions métropolitaines où il y avait ballottage, le pourcentage d'abstentions était légèrement plus élevé, le 23 juin, que la moyenne nationale (19,99 %) : il s'établissait à 20,25 %. Pour le second tour, dans les mêmes circonscriptions, il est de 22,17 %. La proportion de votants est donc fort honorable.

Les votes blancs, recommandés par le P.C. dans les circonscriptions

où un centriste et un gaulliste se trouvaient face à face, n'ont été que rarement supérieurs en nombre, même dans ces circonscriptions, au niveau habituel.

2) L'UNION POUR LA DÉFENSE DE LA RÉPUBLIQUE (U.D.R.) AVAIT DONNÉ, AU SECOND TOUR, 296 INVESTITURES. ELLE A 170 ELUS AU SECOND TOUR, QUI S'AJOUTENT À SES 124 ELUS DU PREMIER, POUR LA METROPOLE ET L'OUTRE-MER.

C'est l'heure du gaullisme triomphant. La majorité de l'U.N.R.-U.D.T. dans l'Assemblée de 1962 (233 élus sur 482), qui était la plus gaulliste des dix années de la V<sup>e</sup> République,

n'atteignait pas tout à fait la majorité absolue et le concours des élus « giscardiens » avait été encore nécessaire. Il ne l'est plus aujourd'hui. M. Giscard d'Estaing et ses amis, bien qu'ils aient enregistré eux aussi une progression spectaculaire, ne sont plus indispensables.

On a beaucoup parlé, au cours de cette nuit de triomphe, de « Chambre introuvable » et de « Chambre bleu horizon ». Mais la Chambre introuvable élue en août 1915 — et dissoute par Louis XVIII le 5 septembre de l'année suivante — était issue du suffrage censitaire, ce qui explique qu'elle fut « ultraroyaliste » ou plus simplement « ultra » de façon quasi homogène, quatre ou cinq de ses membres seulement ayant, en pleine « terreur blanche », quelque sympathie pour les idées révolutionnaires. Quant à la Chambre bleu horizon du 16 novembre 1919, dominée par Clemenceau et animée par la crainte du bolchevisme naissant, elle comportait trois cent soixante-seize députés du « bloc national », mais encore deux cent quarante élus de gauche — dispersés, il est vrai, entre plusieurs formations. — c'est-à-dire proportionnellement plus d'opposants qu'aujourd'hui.

La situation n'est pas, certes, la même — l'histoire ne se répète jamais — et les vainqueurs de 1968 n'auront pas comme leurs devanciers d'il y a cinquante ans une législature entière pour faire la preuve de leur capacité à réformer.

Pour parvenir à un tel triomphe, l'U.D.R. a évidemment gagné des voix et des sièges partout. Les changements de représentation ne sont pas moins considérables au sud qu'au nord de la Loire, dans les anciens fiefs gaullistes de 1958, voire de 1951, perdus depuis et aujourd'hui reconquis, que dans des régions où le mouvement n'avait jamais réussi à s'implanter. Des départements comme le Vaucluse, la Dordogne, l'Isère, qui avaient voté en majorité pour M. Mitterrand au second tour de l'élection présidentielle de 1965, ont donné tous leurs sièges à la majorité. Dans les Bouches-du-Rhône, où M. Defferre n'est réélu que de justesse, le gaullisme prend trois sièges, alors qu'il n'en avait aucun, et de même en Haute-Garonne. Il n'avait qu'un élu dans les Alpes-Maritimes (sur six

députés) et il en possède désormais quatre ; aucun élu dans l'Hérault, et il a quatre sièges sur cinq ; un dans le Var, et il en a trois...

Dans le Nord, où la V<sup>e</sup> République avait perdu sept sièges en 1967, l'U.D.R. en prend ou reprend sept et sa représentation — quinze députés sur vingt-trois — est supérieure d'une unité à celle de 1958. Dans le Pas-de-Calais, il y avait hier deux élus de la majorité, on en compte sept aujourd'hui, la moitié des députés...

Presque toutes ces conquêtes se sont faites aux dépens des communistes et des socialistes, mais parfois aussi le centriste est effacé totalement de départements où le M.R.P. jadis, le Centre démocrate ensuite, le P.D.M. enfin, avaient réussi, tout en reculant chaque fois, à conserver une représentation. Ainsi en va-t-il aussi bien dans le Finistère qu'en Alsace (dès le premier tour) et en Moselle.

Pour Paris et le District de la capitale — soixante-dix-huit députés — la majorité a cinquante-huit élus sous son label. Seul lui manque à Paris le siège de la 21<sup>e</sup> circonscription (16<sup>e</sup> arrondissement-Nord) conquis de haute lutte par le général Stehlin, P.D.M., sur le seul député sortant U.D.-V<sup>e</sup> battu à ce second tour, M. Lepeu.

PIERRE VIANSSON-PONTE.

(Lire la suite page 3, 1<sup>er</sup> col.)

### LA RÉPARTITION DES ÉLUS

PARTIS et TENDANCES	SORTANTS	ELUS		TOTAL	GAINS ou PERTES
		1 <sup>er</sup> tour	2 <sup>e</sup> tour		
P. C. F. ....	73	6	28	34	- 39
P. S. U. ....	3 (1)	—	—	—	- 3
Fédération .....	118	—	57	57	- 61
U.D.-V <sup>e</sup> Rép. et U.D.R.	197	124	170	294	+ 97
U.D.R.-rép ind. et R.I....	43	28	36	64	+ 21
Centre P.D.M. ....	42	5	22	27	- 15
Divers .....	9	3	6	9	—
	485 (2)	166	319	485 (3)	

(1) Etaient apparentés à la Fédération.  
 (2) MM. René Capitant et Edgard Pisani, tous deux U.D.-V<sup>e</sup>, avaient donné leur démission.  
 (3) Restent à pourvoir le siège de la Polynésie et celui des îles Wallis et Futuna. Le premier tour se déroulera dans ces deux territoires le 7 juillet.

N.B. — A la fin de la matinée de lundi le ministère de l'Intérieur ventilaît de la manière suivante les sièges attribués les 23 et 30 juin : 34 communistes, 1 extrême-gauche, 57 Fédération, 2 divers gauche, 350 U.D.R., 29 Centre-P.D.M. et 12 divers droite (dont 7 républicains indépendants).

### L'ÉCOLE SUPÉRIEURE DE SECRÉTARIAT

PRÉPARE EN UNE OU DEUX ANNÉES

#### LE SECRÉTARIAT MÉDICAL

SECRÉTAIRE - ASSISTANTE

#### LE SECRÉTARIAT DE DIRECTION

COMMERCIAL - JURIDIQUE

Préparation aux diplômes d'État

COURS ORAUX : RENTRÉE LE 27 SEPTEMBRE

COURS PAR CORRESPONDANCE : INSCRIPTIONS TOUTE L'ANNÉE

40, Rue de Liège — PARIS - 8<sup>e</sup>

Métro : Europe et Saint-Lazare. Tél. : 387-58-83 et 52-90

FONDÉE EN 1930

### AU JOUR LE JOUR

#### CHAMBRE D'ÉCHO

Un des résultats heureux des élections est que le Parlement va retrouver son rôle et son prestige, puisque le gouvernement n'hésitera plus à le consulter en toute occasion : quand on est assuré que la réponse sera toujours oui, on ne recule pas devant le dialogue.

C'est ce qu'auraient dû comprendre les contestataires de mai. S'ils voulaient qu'on les entende, il fallait qu'ils commencent par ne point contester.

Nous retrouvons ainsi les grandes traditions classiques, celle des dialogues de Socrate où les interventions des disciples sont des approbations interrogatives tendant à nourrir la pensée du maître de sa propre substance, celle du chœur de tragédie dont les répliques alternées confirment les héros dans la logique de son destin glorieux ou catastrophique.

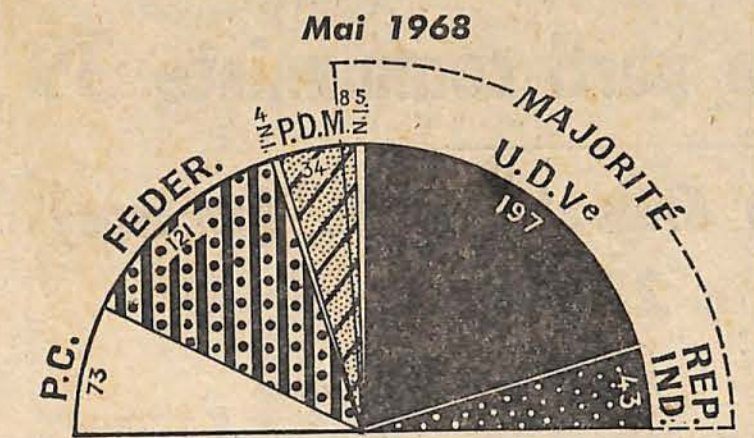
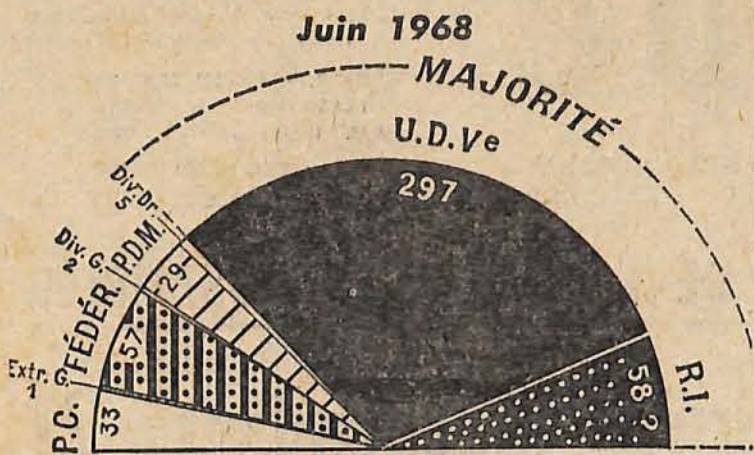
ROBERT ESCARBIT

LE MONDE DE L'ÉCONOMIE sera publié dans le journal de mardi (daté 3 juillet)

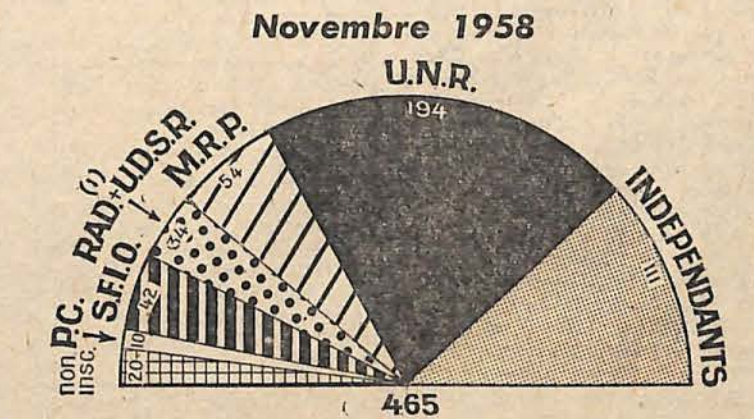
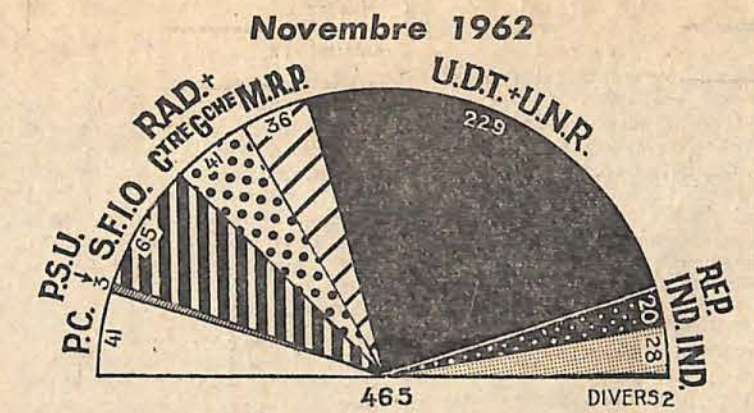
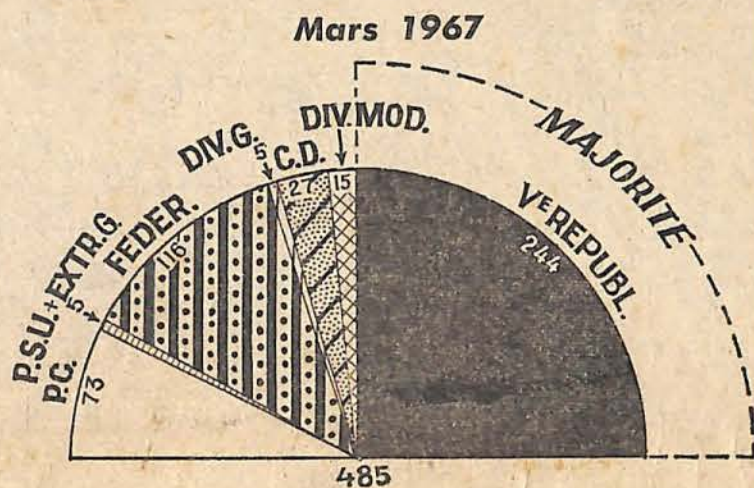


# LA PHYSIONOMIE DE LA NOUVELLE CHAMBRE

## La composition de l'Assemblée nationale



La ligne de partage entre la majorité et l'opposition est établie en fonction du scrutin sur la motion de censure du 22 mai 1968. En conséquence figurent dans la majorité les cinq députés non inscrits qui n'avaient pas voté la censure (MM. Guilbert, Hunault, de Pierrebourg, Douzans et Royer) et les huit députés P.D.M. qui avaient pris la même position (MM. Fouchier, Fourmond, Frédéric-Dupont, Michel Jacquet, Lafay, de Montesquiou, Pleven et Poudevigne).



Nous publions ci-dessous la composition, formation par formation, de la nouvelle Assemblée nationale.

Les chiffres correspondent avec ceux qui figurent dans notre tableau de première page pour les élus du parti communiste et de la Fédération de la gauche, mais non pour les autres. Des interférences subsistent entre gaullistes orthodoxes, républicains indépendants, centristes et « divers ».

**34 communistes**  
 ● 6 ELUS AU PREMIER TOUR.  
 MM. Billoux, Feix, Gosnat, L'Huilier, Nîles, Rochet.

● 28 ELUS AU SECOND TOUR.  
 MM. Andrieux, Ballanger, Barbet, Barel, Berthelot, Bustin, Cermolacce, Ducloux, Dupuy, Duroméa, Fajon, Flévez, Lacavé, Garcin, Houël, Lamps, Leroy, Lollive, Musmeau, Odru, Mme Prin MM. Ramette, Rieubon, Roger, Roucaute, Mme Vaillant-Couturier, MM. Védrières, Villon.

**57 fédérés**  
 TOUS ELUS AU SECOND TOUR.

MM. Alduy, Bayou, Benoist, Berthouin, Billères, Boulay, Bouloche, Brettes, Brugnon, Carpentier, Cassagne, Chander-nagor, Chazelle, Darchicourt, Dardé, Darras, Delellis, Defferre, Delorme, Denvers, Didier, Ducos, Dumortier, Duraffour, Faure, Faure (Maurice), Faure (Gilbert), Gaillard, Gaudin, Ger-net, Guille, Lagorce, Larue, La-vielle, Lebon, Lejeune, Longe-queue, Masse Massot, Mitterrand, Mollet, Montalat, Notebart, Péronnet, Philibert, Plo, Planeix, Privat, Regaudie, Saint-Paul, Sauzedde, Schoelings, Spénaie, Mme Thome-Patenôtre, MM. Vais, Ver, Vignaux.

**28 P.D.M.**  
 ● 5 ELUS AU PREMIER TOUR  
 MM. Fouchier, de Montesquiou, Pidjot, Pleven, Poudevigne.

● 23 ELUS AU SECOND TOUR  
 MM. Abelin, Achille-Fould, Barberot, Barrot, Boudet, Bour-delles, Bruggerolle, Cazenave, Cha-zalon, Claudius-Petit, Commenay, Cormier, Duhamel, Duraffour, Fontanet, Halbout, Inuel, Méde-cin, Olivro, Ross, Sallenave, Stehlin, Sudreau.

**302 U.D.R. - U.D. V°**  
 ● 124 ELUS AU PREMIER TOUR.

MM. Abdoukader, Ansquer, Baudouin, Bénard, Beraud, Bignon, Billotte, Bizet, Blary, Bonnel, Bord, Bordage, Borocco, Boulon, Bourgeois, Bourges, Bousseau, Bozzi, Buron, Caill, Catalifaud, Cerneau, Chaban-Delmas, de Chambrun, Charbonnel, Charrié, Charret, Chauvet, Mme de la Chevrière, MM. Chirac, Cointat, Collette, Cornet, Cornette, Couve de Murville, Damette, Danel, Das-sault, Debré, Degraeve, Delatre, Delmas, Delong, Deniau, Mlle Dienesch, MM. Dumas, Duvillard,

Ehm, Falala, Faure, Favre, Flor-noy, Fontaine.

MM. Fossé, Foyer, Georges, Gia-comi, Gissinger, Godefroy, Grus-senmeyer, Guéna, Guichard, Hau-ret, Hébert, Hinsberger, Hoffer, Hoguet, Hunault, Ibrahim, In-chauspé, Jacquet, Jacquinet, Jac-son, Jarrot, Jenn, Lacagne, La Combe, Lafay, Lassourd, Laudrin, Le Bault de la Morinière, Le Douarec, Lehn, Lemaire, Le Tac, Le Theule, de Lipkowski, Luciani, Massoubre, Mathieu, Messier, Mirtin, Mohamed, Moulin, Nun-gesser, Ortoli, Petit, Peyrefitte, Peyret, Pompidou, Poncelet, Pou-jade, de Poulpique, Raduis, Ré-thoré, Richard, Ritter, Rivain, Rivierez, de Rocca-Serra, Sablé, Schumann, Schwartz, Sprauer, Stasi, Taittinger, Terrenoire, To-masini, Vendroux, Vertadier, Vol-sin, Weinman, Westphal, Zimmer-mann.

● 178 ELUS AU SECOND TOUR.  
 MM. Alloncle, Aubert, Aymar, Babourdin, Bailly, Bas, Baudis, Baumel, Bayle, Bégué, Bénard, de Bennetot, Bérard, Berger, Bernas-coni, Beudier, Beylot, Billecoq, Bisson, Boivin, Bonhomme, Boscher, Bourgouin, Bressollier, Bricout, Briot, Buot, Caille, Cal-daguès, Calméjane, Capelle, Ca-pitant, Cartier, Cassabel, Catry, Chalandon, Chambon, Chapalain, Charles, Chaumont, Clavel, Clostermann, Collière, Comiti, Conte, Corréze, Coumaros, Cousté, Couvelhines, Cressard, Danilo, Dassié, Dechartre, Delahaye, De-lianeau, Dupont-Fauville, Dus-seaux, Fagot, Fanton, Feuillard, Fortuit, Fouchet, Frey, Frys, Gal-ley, de Gastines, Gerbaud-, Ger-main, Godon, Gorse, de Grailly, Granet, Grondeau, Guilbert, Guillermin.

MM. Habib-Deloncle, Hamon, Mme de Hauteclocque, MM. Hé-lène, Herman, Herzog, Jacquet, Jalu, Jamot, Janot, Jeanneney, Joxe, Julia, Kasperit, Kedinger, Krieg, Labbé, Lebas, Lecat, Le-long, Lepage, Leroy-Beaulieu, Limouzy, Liogier, Lucas, Macquet, Mainguy, Malaud, de la Malène, Marcenet, Marcus, Margette, Marie, Martin Claude, Martin Hubert, Mauger, Mazeaud, Menu, Mercier, Meunier, Michelet, Mios-sec, Missoffe, Modiano, Moron, Mourot, Marquin, Nessler, Neu-wirth, Offroy, Palewski, Papon, Parrot, Pasqua, Peretti, de Pierre-bourg, Plantier, Mlle Ploux, MM. Poirier, Pons Bernard, Pons, Pouyade, de Préaumont, Quentier, Rey, Ribadeau-Dumas, Ribes, Ri-bière, Richard, Rives-Henrys, Ri-vière Joseph, Rivière Paul, Rol-land, Rousset, Roux, Ruais, Sa-batier, Sallé, Sanguinetti, San-toni, de Sarnez, Sibeud, Souchal, Sourdille, Terrenoire, Thillard, Thorailleur, Tondut, Torre, Tre-meneau, Meriboulet, Tricon, Mme Troisier, MM. Trorial, Valenet, Valleix, Vallon, Van Delanoitte, Vendroux, Vivien, Voisin, Wagner, Ziller.

**58 Républicains indépendants**  
 ● 26 ELUS AU PREMIER TOUR.

MM. D'Aillères, Anthonioz, Beauguitte, Bettencourt, Bichat, Boisé, Bonnet, Boscary-Monsser-vin, de Broglie, Caillaud, Cham-mant, Couderc, Delachenal, Denis, Djoud, V. Giscard d'Estaing, du Halgouet, Lainé, Marcellin, Mondon, Paquet, Planta, Re-nouard, Vitter Volquin, Weber.

### PERSONNALITÉS DIVERSES

Parmi les personnalités diverses élues sous l'étiquette U.D.R., on relève notamment les noms de MM. :

Pierre Beylot (Dordogne, 3<sup>e</sup>), exploitant agricole, chargé de mission au ministère de l'équipement.

Charles Bignon (Somme, 3<sup>e</sup>), conseiller technique au ministère de l'industrie.

Pierre Billecoq (Nord, 2<sup>e</sup>), commissaire à la reconversion du Nord-Pas-de-Calais.

Jean Capelle (Dordogne, 2<sup>e</sup>), professeur à l'université de Nancy, recteur honoraire, ancien directeur de la pédagogie au ministère de l'éducation nationale.

Jacques Chaumont (Sarthe, 2<sup>e</sup>), secrétaire des affaires étrangères, ancien chargé de mission au cabinet de M. Gorse, ministre de l'information.

Pierre Jalu (Gard, 4<sup>e</sup>), chargé d'études pour l'aménagement du territoire.

Pierre Janot (Dordogne, 4<sup>e</sup>), sous-préfet, chargé de mission au ministère de l'économie et des finances.

Jean-Marcel Jeanneney (Isère, 2<sup>e</sup>), ancien ministre des affaires sociales.

Jean-Philippe Lecat (Côte-d'Or, 3<sup>e</sup>), chef adjoint du cabinet de M. Pompidou, ancien major de l'E.N.A.

Pierre Lelong (Finistère, 4<sup>e</sup>), directeur du F.O.R.M.A., ancien chargé de mission au cabinet de M. Pompidou.

Philippe Malaud (Saône-et-Loire, 1<sup>e</sup>), conseiller des affaires étrangères, ancien directeur du cabinet de M. Bettencourt, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères jusqu'au 30 mai 1968.

Jean-Paul Mourot (Indre, 3<sup>e</sup>), administrateur de presse, ancien collaborateur de M. Michelet, ministre d'Etat.

Maurice Papon (Cher, 3<sup>e</sup>), ancien préfet de police, président de Sud-Aviation.

David Rousset (Isère, 5<sup>e</sup>), journaliste et écrivain, gaulliste de gauche.

Alexandre Sanguinetti (Haute-Garonne, 1<sup>e</sup>), ancien ministre.

Olivier de Sarnez (Seine-Maritime, 4<sup>e</sup>), conseiller technique au cabinet de M. Frey, ministre de l'information en 1958, et à celui de M. Debré, premier ministre en 1961.

Olivier Stirn (U.D.R.- indép. ind., Calvados, 5<sup>e</sup>), ancien élève de l'E.N.A., sous-préfet, chef de cabinet de M. Chirac, secrétaire d'Etat à l'emploi jusqu'au 30 mai 1968.

Parmi les élus républicains indépendants, on relève les noms de MM. :

Olivier Giscard d'Estaing (Alpes-Maritimes, 5<sup>e</sup>).

Jean-Pierre Soisson (Yonne, 1<sup>e</sup>), conseiller à la Cour des comptes, conseiller technique au cabinet du ministre de l'agriculture.

● 32 ELUS AU SECOND TOUR.  
 MM. Arnould, Bignon, Boucha-court, Boyer, Brocard, Caillaud, Cattin-Bazin, Deprez, Destremau, Dominati, Ducray, Durieux, Du-val, Feit, Gardail, Gerbet, Olivier Giscard d'Estaing, Griotteray, Icart, Joanne, Maujouan du Gas-set, Morison, d'Ornano, Petit, Poniatowski, Schnebelen, Soisson,

Stirn, Tissandier, Tisserand, Ver-pillièrre, Vitton.

**6 divers**  
 ● 2 ELUS AU PREMIER TOUR  
 MM. Césaire, Royer.  
 ● 4 ELUS AU SECOND TOUR  
 MM. Boutard, Douzans, Dronne, Hersant.

### Cent trente-neuf sièges changent de titulaire

Cent trente-neuf sièges de l'Assemblée nationale changent de titulaire. Cent députés ont été battus au second tour ; dix l'avaient été au premier ; sept s'étaient retirés après le premier tour ; vingt et un ne s'étaient pas représentés ; un membre de l'Assemblée nationale sortante était mort entre la dissolution de celle-ci et le premier tour des élections législatives.

**Cent dix députés battus**

40 COMMUNISTES : MM. Pierre Arraut, Louis Baillet, Paul Bal-mignère, Jean Bertrand, Laurent Billebeau, Jean Billaud, Serge Bou-cheny, Henry Canacos, Edouard Carlier, Jacques Chabaz, Roger Combrissin, Roger Costé, Pierre Cot (apparenté), Michel Couil-let, César Depietri, Pierre Doize, Didier Eloy, Roger Gouhier, Robert Hostier, Parfait Jans, Pierre Juquin, Paul Laurent, Paul Le-loir, Marcel Lemoine, René le Vol-Louis Maisonnat, Robert Man-ceau, Fernand Marin, Toussaint Merle, Gilbert Millet, Mme Co-lette Privat, MM. Maurice Quet-tier, Marcel Rigout, Hubert Ruffe, André Tourné, Mme Claire Ver-gnaud, MM. Lucien Villa, Robert Vizet.

Au premier tour : MM. André Mancey, Robert Morillon.

3 P.S.U. : MM. Yves le Foil, Pierre Mendès France, Roger Prat.

56 FEDERES : MM. Yves Allainmat (S.F.I.O.), Léon Ayme (S.F.I.O.), Georges Bonnet (rad.), Pierre Charles (rad.), Christian Chauvel (S.F.I.O.), Bernard Cho-choy (S.F.I.O.), Arthur Cornette (S.F.I.O.), Daniel Daviaud (rad.), Georges Dayan (conv.), Louis Delmas (S.F.I.O.), Georges Del-pech (S.F.I.O.), Jean Delvaux-quière (S.F.I.O.), Henri Des-champs (S.F.I.O.), Edmond Des-souches (rad.), Guy Desson (ex-P.S.U.), Michel Dreyfus-Schmidt (conv.), Henri Duffaut (S.F.I.O.), Guy Ebrard (rad.), Louis Escande (S.F.I.O.), Claude Estier (conv.), Georges Filloud (conv.), Albert Foué (conv.), André Guérin (S.F.I.O.), Henri Guidet (S.F.I.O.), André Labarrère (conv.), Robert Lacoste (S.F.I.O.), Roger Lau-grange (S.F.I.O.), Marceau Lau-rence (S.F.I.O.), Bastien Leccia (conv.), Charles Loo (S.F.I.O.), Kéber Loustau (S.F.I.O.), Jacques Maroselli (rad.), Jacques Maugein (conv.), Louis Mermaz (conv.), Pierre Métayer (S.F.I.O.), Lucien Milhaud (S.F.I.O.), Louis Périplier (conv.), Paul Picard (conv.), Bernard Pleds (S.F.I.O.), Louis Pimont (S.F.I.O.), Etienne Ponsellé (rad.), André Raust (S.F.I.O.), André Rey (S.F.I.O.), Joseph Rossell (rad.), André Rousselet (conv.), Gilbert Sènes (S.F.I.O.), Georges Vinson (conv.), Emile Vivier (S.F.I.O.), Gérard Yvon (S.F.I.O.).

Au premier tour : MM. Gabriel Bouthière (rad.), Roland Dumas (Conv.), Charles Lamarque-Can-do (S.F.I.O.), Louis Le Sénéchal (S.F.I.O.), Robert Morlevat (rad.), Charles Naveau (S.F.I.O.), Jean Zuccarelli (rad.).

9 CENTRE-P.D.M. ; MM. Jean Bénard, Charles Bosson, Louis Fourmond, Henri Fréville, Georges Lombard, Jean Moulin, Mar-cel Restout, Louis Roche-De-france, Joseph Schaff.

1 U.D.-V° REP. : M. Bernard Lepeu.

1 EX U.D.-V° REP. : M. Ed-gard Pisani (battu au premier tour).

**Sept députés s'étaient retirés**

3 FEDERES : MM. Jacques Bordenave (rad.), Pierre Forest (S.F.I.O.), Jean Nègre (S.F.I.O.).  
 4 CENTRE-P.D.M. : MM. Ré-my Montagne, Louis Orvoen, Francis Palmero, Jean Valentin.

**Vingt et un ne s'étaient pas représentés**

1 COMMUNISTE : M. Fernand Grenier.

3 FEDERES : MM. Ernest Barbier (Conv.), Paul Clérycy (Conv.), René Dejean (S.F.I.O.).

2 CENTRE-P.D.M. : MM. Edouard Frédéric-Dupont, Alexis Méhaignerie.

13 U.D.-V° REP. : M. Hub-ert Balaça, Mme Batier, MM. Louis Christiaens, Henri Duterne, Florimond Girard, René Itur-bide, Jean-Charles Lepidi, Pierre Litoux, Louis Maillot, André Roulland, André Salardaine, Georges Thomas, Paul Valentin.

1 REP. IND. : M. Jacques Boyer Andrivet.

1 NON INSCRIT : M. Bernard Cornut-Gentille.

M. Raymond Scholer (U.D.-V°) est décédé le 9 juin dernier.

### UN SEUL MEMBRE DU GOUVERNEMENT EST BATTU

M. Yvon Morandart, secrétaire d'Etat aux affaires sociales, chargé des problèmes de l'emploi, est le seul membre du gouvernement battu. Il se présentait avec l'ins-titutrice U.D.R. dans la 1<sup>re</sup> cir-con-scription de l'Ain, où M. Paul Bar-berot, député sortant P.D.M., maire de Bourg-en-Bresse, a été réélu au second tour.

Six membres du gouvernement l'ont en revanche emporté au second tour. Ce sont MM. Edmond Michelet, ministre d'Etat (Finis-tère, 1<sup>re</sup> circ.) ; René Capitant, garde des sceaux (Paris, 5<sup>e</sup> arr., 3<sup>e</sup> circ.) ; Albin Chalandon, mi-nistre de l'Industrie (Hautes-de-Seine, 2<sup>e</sup> circ.) ; Robert Galley, ministre de l'équipement et du logement (Aube, 2<sup>e</sup> circ.) ; Chris-tian de La Malène, ministre de la recherche scientifique (Paris, 14<sup>e</sup> arr., 16<sup>e</sup> circ.) ; et Philippe Dechartre, secrétaire d'Etat au logement (Charente-Maritime, 1<sup>re</sup> circ.).

Seuls MM. Galley et Dechartre détiennent pour la première fois un mandat électif.

Vingt et un ministres ou secré-taires d'Etat avaient été élus au premier tour.

Sur les vingt-huit membres du gouvernement, seul M. André Mal-raux, ministre d'Etat chargé des affaires culturelles, ne sollicitait pas de mandat parlementaire.

### MORT DE M. GUILLAUME WIDMER directeur du cabinet de M. Chaban-Delmas

M. Guillaume Widmer, direc-teur du cabinet de MM. Chaban-Delmas, président de l'Assemblée nationale, a été découvert sa-medi mortellement blessé dans sa résidence secondaire, rue Saint-Pierre, à Clermont (Oise). Un fu-sil de chasse se trouvait à ses côtés.

D'après les premières constata-tions, on suppose que M. Widmer a été tué par une cartouche res-tée dans le canon, alors qu'il net-toyait le fusil.

La gendarmerie de Clermont poursuit l'enquête.

Né le 24 juillet 1906 à La Possou-nière (Maine-et-Loire), M. Guillaume Widmer était conseiller-maire à la Cour des comptes.

Il fut successivement attaché à la direction de la Banque nationale française du commerce extérieur (de 1928 à 1931), puis fondé de pouvoir à la Banque de l'Indochine (de 1931 à 1939). Il participa alors à la Résis-tance. En 1943, il est affecté à un état-major interallié à Alger ; en 1944, délégué militaire de la région II en France.

L'année suivante et jusqu'en 1952 il est gouverneur du Wurtemberg ; puis de 1952 à 1954 directeur de la mission d'études du haut comman-dement français en Allemagne ; de 1954 à 1955 directeur adjoint du cabinet d'Emmanuel Temple, mi-nistre de la défense nationale et directeur du cabinet des successeurs de ce dernier, le général Koenig d'abord, le général Billotte ensuite.

Il n'abandonne ce ministère que lorsque M. Jacques Chaban-Delmas, dont il dirige également le cabinet, le quittera de son côté pour devenir en 1959 président de l'Assemblée nationale. Il le suit à ce nouveau poste. Auparavant il avait été conseiller technique du cabinet de M. Maurice Bourges-Maunoury, de 1956 à 1957, et directeur des services législatifs et administratifs. En avril 1961 il est directeur des affaires administratives, juridiques et con-ten-tieuses au ministère des armées, et en 1952 il entre à la Cour des comptes. Il était en outre prési-dent-directeur général de la Société de gestion immobilière pour les armées.

M. Guillaume Widmer était com-mandeur de la Légion d'honneur et titulaire de la médaille de la Résis-tance.]

**COLLÈGE SAINTE-BARBE**  
 PRES DU PANTHEON - 4, RUE VALETTE (5<sup>e</sup>)  
 Téléphone : ODEon 43-97

JEUNES GENS — JEUNES FILLES

Internat (Garçons)  
 Externat surveillé — Demi-Pension  
 Allemand - Anglais - Arabe - Espagnol - Hébreu - Italien - Russe

TOUTES LES CLASSES  
 Élémentaires et Secondaires

COURS PRÉPARATOIRES AUX CONCOURS  
 Ecoles supérieures de Commerce - H.E.C. - H.E.C. Jeunes Filles  
 Lettres supérieures (Sciences Politiques)  
 Ecoles nationales vétérinaires

ÉCOLE DE COMMERCE ET D'ADMINISTRATION DU COLLÈGE

COURS DE VACANCES  
 Toutes les classes de la Sixième à la Première  
 COURS SPECIAUX POUR LE BACCALAUREAT

**Le Monde**  
 C.C.P. 4207-23 Paris  
 5, rue des Italiens, PARIS-IX<sup>e</sup>

ABONNEMENTS

3 mois	6 mois	1 an
33 F	62 F	115 F
France		
Algérie, Maroc, Tunisie (messageries avion)	46 F	89 F
Belgique, Luxembourg	41 F	78 F
Autres pays étrangers (voies normale)	51 F	98 F

Par voie aérienne  
 tarif sur demande

Les abonnements débutent le 1<sup>er</sup> et le 15 de chaque mois



# APRÈS LE DEUXIÈME TOUR DES ÉLECTIONS

## La victoire de la majorité

(Suite de la première page.)

Pour la capitale, elle regagne ainsi neuf sièges, tous repris à des élus de gauche apparus en 1967, et neuf encore dans les quarante-sept circonscriptions de banlieue.

Bon nombre de succès, et aussi de reculs, sont acquis par une très faible marge de voix. Ainsi, l'élu U.D.R. de la quatrième circonscription du Gard, M. Jalu, l'emporte-t-il par 15 voix seulement; M. Modiano, U.D.R. également, n'a-t-il devancé à Paris M. Pierre Cot que de 98 voix et M. Jeanneney pris à M. Mendès France son siège de Grenoble que par 132 suffrages. En sens inverse, c'est par 4 voix seulement que M. Didier, sortant fédéré, conserve le siège de Gap; par 9 voix que M. Houël, communiste, est réélu à Villeurbanne; par 32 voix que M. Chazelle, P.D.M., retrouve son mandat en Haute-Loire...

3) CENT TRENTE-HUIT DEPUTES QUI SIEGEAIENT DANS LA PRECEDENTE ASSEMBLEE NE REVIENT-DRONT PAS AU PALAIS-BOURBON.

Ce sont : les vingt et un sortants qui ne s'étaient pas représentés; les dix députés qui avaient été battus dès le premier tour; les sept qui se sont retirés entre les deux tours et cent, exactement, battus dimanche. En 1967, pour ces diverses causes, cent sortants seulement n'étaient pas revenus.

Certains vieux parlementaires de gauche, Georges Bonnet et Robert Lacoste en Dordogne, ou de plus jeunes comme M. Guy Ebrard dans les Basses-Pyrénées, ou des députés centristes en place depuis 1958 comme M. Rémy Montagne (qui avait pris alors son siège de Louviers à M. Mendès France) sont éliminés ou battus.

4) LA DEROUTE DE L'OPPOSITION DE GAUCHE EST VRAISEMBLABLEMENT DUE, POUR UNE LARGE PART, A L'HOSTILITE ET A L'INQUIETUDE PROVOQUEES PAR L'ALLIANCE ELECTORALE DU P.C. ET DE LA F.G.D.S.

Presque partout, en effet, il a manqué au candidat unique de la gauche, et surtout s'il était communiste, une partie des suffrages recueillis au premier tour par le P.C. et la Fédération, sans parler du P.S.U. Et parfois, il est évident qu'une fraction de ces suffrages perdus par l'opposition sont passés directement à l'autre camp et se sont portés sur le représentant, gaulliste ou giscardien, de la majorité. C'est, par exemple, le cas dans deux circonscriptions au moins du Pas-de-Calais, la 10<sup>e</sup> et la 11<sup>e</sup>, dont les deux sortants communistes sont cependant réélus. Cela paraît être le cas également dans plusieurs circonscriptions de Paris et de la ban-

lieue, des Bouches-du-Rhône, de l'Isère, etc.

Les seize jeunes « conventionnels », « lieutenants » de M. Mitterrand, élus en 1967, sont tous battus en 1968 et, seul de cette « famille » de la Fédération, leur chef est réélu.

Lorsque les comptes seront arrêtés, la Fédération traversera une rude crise et le parti communiste connaîtra à coup sûr des remous internes. Les partisans d'une entente toujours plus étroite entre les deux formations et les tenants de la « grande Fédération » préconisée par M. Defferre vont se heurter derechef, et brutalement.

5) LE CENTRE N'A REUSSI NI A CONSERVER SA REPRESENTATION NI A ORIENTER AU SECOND TOUR SON ELECTORAT.

Il est vrai que, bien souvent, à l'instar de M. Lecanuet à Rouen, les centristes n'avaient donné aucune consigne en se retirant. Et aussi que certains ont bénéficié des voix gaullistes, MM. Duhamel et Fontanet notamment. Mais il est de fait que, comme au second tour de l'élection présidentielle de 1965, les électeurs centristes ont choisi le gaulliste de préférence à un fédéré et, bien entendu, à un communiste, facilitant ainsi de nombreux succès U.D.R.

Ces résultats, si gravement décevants pour l'opposition, et si heureux à certains des dirigeants de la majorité, vont à l'inverse des conclusions du second tour de 1967. Une nouvelle étape de l'histoire de la V<sup>e</sup> République a bien commencé le 30 mai avec la décision du général de Gaulle de dissoudre l'Assemblée.

PIERRE VIANSSON-PONTÉ.

### A Europe n° 1

#### L'OPÉRATION « SIMULATION DE L'I.F.O.P. »

	20 h. 3	21 h. 21	21 h. 40
Abstentions .....	20 - 23 %	21 - 23 %	30 - 35
P.C. ....	29 - 45	30 - 38	1 - 2
P.S.U. ....	1 - 3	1 - 2	1 - 2
Fédération .....	48 - 62	52 - 58	56 - 61
P.D.M. ....	28 - 35	29 - 32	29 - 32
Rép. ind. ....	60 - 68	62 - 65	62 - 65
U.D. - V <sup>e</sup> Rép. ....	280 - 300	287 - 298	289 - 297
Divers .....			2 - 6

(Le premier chiffre indique le minimum de sièges et le second le maximum de sièges de chaque parti, c'est-à-dire la « fourchette ».)

L'opération estimation des résultats en sièges du second tour qui aboutit aux fameuses « fourchettes » est assez complexe. Elle se décompose en deux temps :

Premièrement, l'estimation des voix obtenues sur le plan national par chaque formation. Sur ce point, il faut tenir compte de plusieurs éléments :

— Les résultats réels du premier tour;

— Les désistements effectivement pratiqués par chaque formation, et les candidatures restant réellement en présence;

— Enfin ce qui est le plus délicat, les « matrices de transferts », c'est-à-dire l'appréciation des reports de voix de ceux qui ont voté au premier tour pour une formation et qui doivent voter au second tour pour une autre formation. Sur ce point, il faut tenir compte à la fois des comportements des élections législatives précédentes, qui fournissent des appréciations précieuses, et des intentions propres à l'élection du 30 juin (les sondages pratiqués entre les deux tours et les intentions de report pour le second tour également connues par les sondages avant le 23 juin permettent de le mesurer).

Deuxièmement, une fois obtenue une estimation globale des suffrages de chaque formation sur le plan national, il faut donc passer au ni-

veau de chaque circonscription. L'influence des personnalités sur le plan local, le fait qu'un certain nombre de circonscriptions sont « marginales » et qu'un déplacement de quelques centaines de voix suffit à faire basculer le siège dans un camp ou dans un autre empêche d'appliquer simplement dans chaque cas les estimations générales. Il faut donc utiliser les éléments suivants :

— Les résultats du premier tour pour l'ensemble de chaque circonscription;

— Les résultats du deuxième tour « simulé » avant le second tour;

— Les résultats du premier tour pour les bureaux échantillonnés (1) de chaque circonscription;

— Les résultats du premier tour pour ces bureaux;

— Les résultats du second tour simulé entre le 23 et le 30;

— Les résultats réels du second tour qui, parvenant au fur et à mesure de nouvelles informations, permettent de vérifier et de corriger le modèle à partir des bureaux échantillonnés (2).

Ainsi, la correction par les résultats réels permet-elle d'aboutir à une « fourchette » de plus en plus étroite.

(1) Pour l'estimation du premier tour, un certain nombre de bureaux de vote ont en effet été sélectionnés pour constituer un échantillon représentatif.

(2) Sur ces problèmes de méthode on peut consulter le n° 3 de 1967 de la revue « Sondages ».

### VOIX DANS LES TROIS CENT SEIZE CIRCONSCRIPTIONS EN BALLOTAGE (métropole)

PARTIS ou FORMATIONS	2 <sup>e</sup> tour			1 <sup>er</sup> tour		
	Insc. : 19 266 974. — Suf. ex. : 14 577 412.	Vot. : 14 994 174. — Abst. : 22,17 %		Insc. : 19 265 809. — Suf. ex. : 15 121 325.	Vot. : 15 363 907. — Abst. : 20,25 %	
	Candidats	Voix	Pourcentage	Candidats	Voix	Pourcentage
P.C. ....	160	2 935 775	20,14 %	316	3 345 073	22,12 %
P.S.U. ....	3	83 777	0,57 %	232	613 811	4,06 %
Fédération .....	134	3 097 338	21,25 %	293	2 722 104	18,00 %
Div. gauche .....	4	60 584	0,42 %	40	156 163	1,03 %
U.D.R. ....	286	6 762 170	46,39 %	314	5 759 557	38,09 %
P.D.M. ....	69	1 141 305	7,83 %	187	1 639 700	10,84 %
Div. droite .....	24	496 463	3,41 %	122	766 679	5,07 %
Mouv. pour la réforme Technique et démocratique .....				23	20 919	0,14 %
Ext. droite .....				70	69 167	0,46 %
				16	28 152	0,19 %
<b>TOTAL</b> .....	<b>680</b>	<b>14 577 412</b>	<b>100 %</b>	<b>1 613</b>	<b>15 121 325</b>	<b>100 %</b>

### UN LIVRE ANGLAIS

## Le communisme et les intellectuels français

Parce qu'ils n'ont cessé d'entretenir avec le parti communiste des rapports orageux, une fraction des intellectuels français est toujours éveillée la curiosité. Auxiliaires plus qu'alliés véritables, mais faisant rejailir leur prestige sur le P.C. et constituant un relais naturel avec la société bourgeoise, ils servent utilement le parti qui incarne à leurs yeux l'espoir obstiné d'une société meilleure, le prolétariat en lutte, parfois même une doctrine en action.

Depuis peu, ces relations complexes ont, sous l'effet d'une ouverture incontestable, adopté un style nouveau, laissé entrevoir des perspectives inédites. Il faut donc se féliciter que ce soit à ce moment-là que paraisse, avec la traduction de l'ouvrage du jeune historien anglais David Caute, *Le Communisme et les Intellectuels français 1914-1966* (1), le premier livre sérieux et complet sur la question. Outre une documentation importante, fondée en particulier sur la lecture systématique des abondantes publications communistes, David Caute a choisi une approche originale en envisageant le communisme français « comme la variante d'un mouvement européen ». Point de vue qui prend le contre-pied de bien des analyses privilégiant spontanément les filiations nationales plutôt que les liens internationaux.

Le livre de David Caute est déjà assuré de déplaire souverainement aux communistes, qu'il examine sans la moindre indulgence et à qui il rappelle, non sans parfois quelques erreurs de détail, des épisodes fâcheux de leur histoire. La période de la guerre froide, la plus approfondie, est sur ce point accablante et sans doute irritante pour ceux qui s'essaient honnêtement à tracer le nouveau visage du P.C.

Mais il ne faut pas juger sur cette seule période, déformante à cause de ses excès, les relations des intellectuels français avec le P.C. Car elles furent bonnes pour commencer, et *l'Humanité* publiait une page

fort honorable consacrée à la « vie intellectuelle », alors que Paul Vaillant-Couturier s'en occupait. Il est vrai qu'après 1924 les relations se tendent, que l'intellectuel le plus compétent pour les questions idéologiques, Boris Souvarine, est exclu, et qu'un vent ouvriériste venu de Russie soviétique souffle dur. Jusqu'en 1932, le prestige de Barbusse n'est pas de trop pour couvrir un vide qui n'est guère troublé que par la revue *Clarté* et avec Politzer, Nizan, Lefebvre, l'adhésion de la première génération d'intellectuels pour qui le marxisme sera mieux qu'un mythe. En revanche, avec la montée de Maurice Thorez, qui s'intéressera toujours aux problèmes culturels, et avec une certaine ouverture d'esprit, le climat se détend. Surtout, avec le mouvement Amsterdam-Pleyel et l'antifascisme, les intellectuels retrouvent le rôle qui leur convient en remplissant au mieux leur mission de rassembleurs. C'est l'époque de la revue *Commune*.

Aragon, qui prend tout à la fois le relais de Barbusse et de Vaillant-Couturier, disparus à deux ans d'intervalle, donne avec les procès de Moscou et le pacte germano-soviétique la mesure d'une fidélité et d'une discipline qui lui feront éterniser toutes les positions du parti, y compris celles qui lui coûteront le plus. La Résistance ramène, en revanche, au P.C. nombre d'intellectuels. Si la moitié du personnel de *l'Humanité* perd la vie, le P.C. atteint sans aucun doute à la libération l'apogée de son influence en milieu intellectuel.

La guerre froide dissipe d'un seul coup ce halo de sympathie, décourage bientôt nombre de sympathisants, de compagnons de route et de recrues entrées dans l'enthousiasme de la victoire. Car c'est une inconditionnalité totale, une discipline absolue, qui sont dorénavant exigées. Il faut s'aligner sans mot dire, tout accepter et tout approuver. David Caute ne se montre pas tendre, mais ses citations ne se

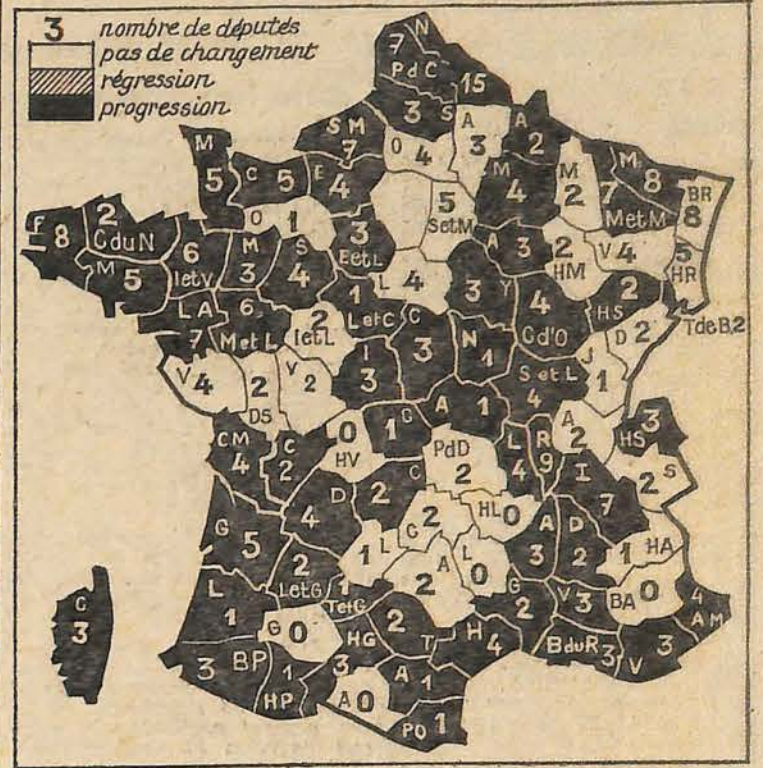
discutent pas. De bon gré ou pas, chaque intellectuel doit devenir stalinien, dogmatique. Il aurait sans doute plus fallu insister sur le poids de la dialectique de la guerre froide, accablant inexorablement chaque camp sur ses positions les plus tranchées, mais l'essentiel reste bien qu'en face de tous les excès, de tous les procès, des accusations les plus absurdes, des évidences les plus aveuglantes, il faut encore et toujours obtempérer. C'est l'époque où les Kanapa, les Desanti, les Wurmser « l'intellectuel le plus mal informé de l'époque », dit l'auteur, injurient et invectivent. Le premier traite Jean-Paul Sartre de « intellectuel-flic », Garaudy parle de ses « fomications intellectuelles » et, sous la houlette de Laurent Casanova, les plus talentueux ratifient, Aragon en tête, n'importe quoi.

Mais l'auteur reconnaît aussi qu'aux *Lettres françaises* au Mouvement de la paix, au C.N.E. (Comité national des écrivains), le ton est moins brutal. Isolés avec leur parti, les intellectuels maintiennent dans les organisations marginales la porte discrètement entrebâillée. L'affaire hongroise n'arrange évidemment rien, clairement les rangs et n'améliore pas le prestige de *l'Humanité*. Mais depuis, la libéralisation, commencée chez les intellectuels plus tôt qu'ailleurs, n'a fait que croître. David Caute, cette fois, peut-être parce qu'il a terminé son livre au mauvais moment, sous-estime les changements. Car l'évolution, qu'il marque nettement dans l'excellent passage qu'il consacre aux peintres du parti, qu'il note encore dans la métamorphose de Roger Garaudy, ne se borne pas au secteur proprement culturel. Mais il est vrai qu'en matière d'idéologie, c'est surtout le comité central d'Argenteuil de 1966 qui innove, et le livre s'arrête avant.

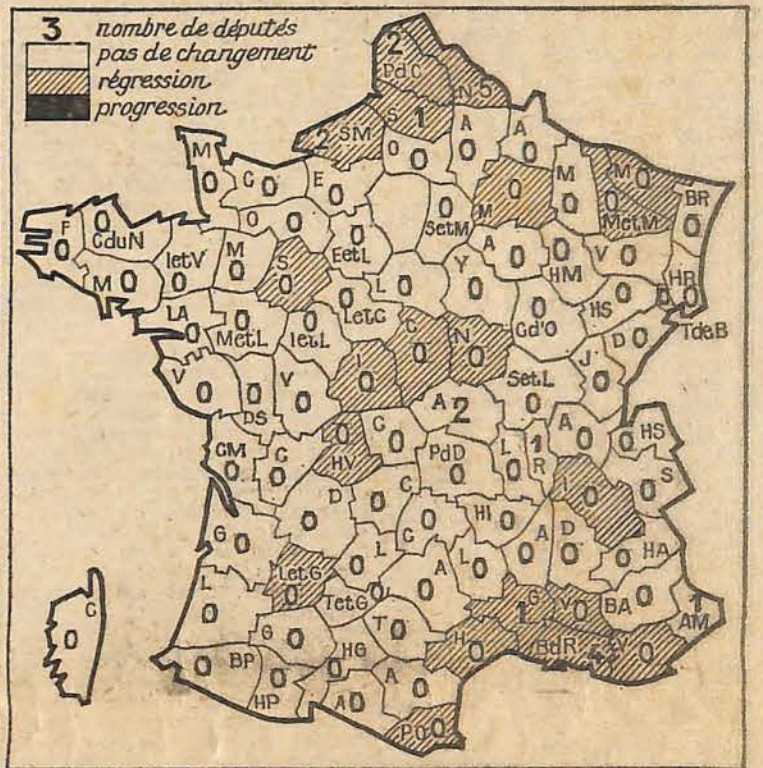
A. D.

(1) David Caute, *Le Communisme et les Intellectuels français, 1914-1966*, Gallimard, collection la Suite des temps, 475 p., 35 F.

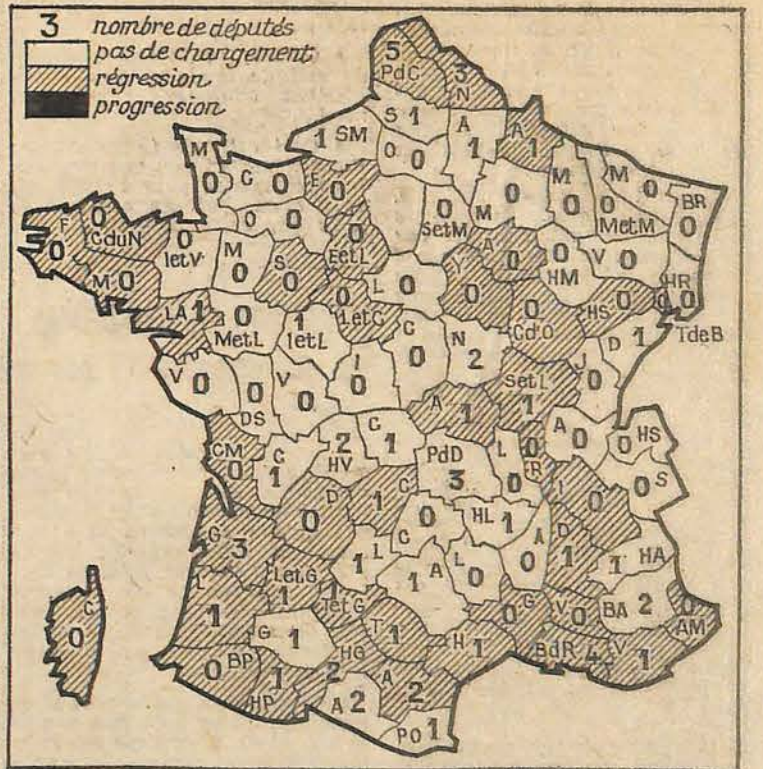
### LES SIÈGES DES DIFFÉRENTES FORMATIONS



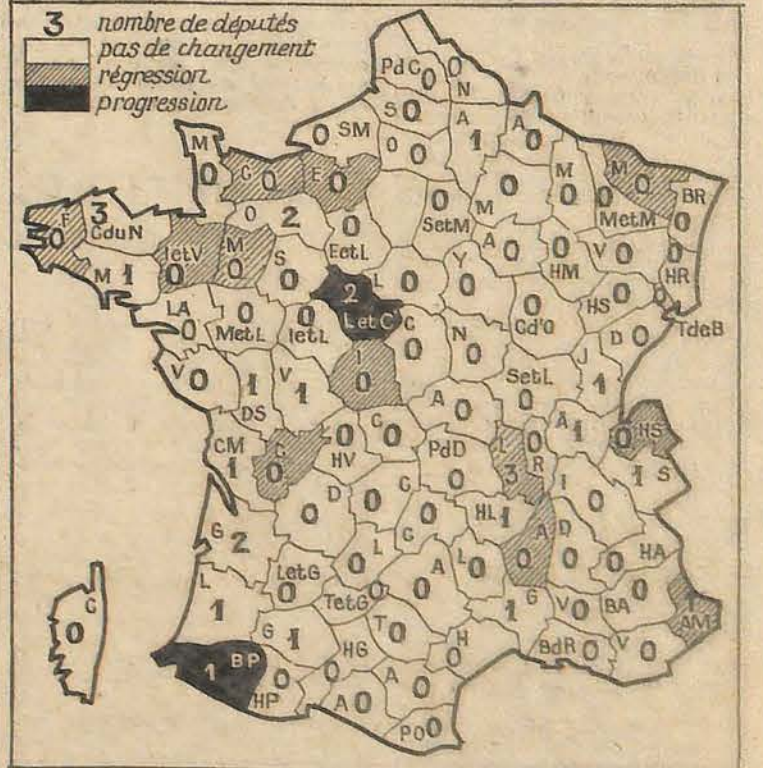
MAJORITE



PARTI COMMUNISTE



FEDERATION



CENTRE P.D.M.

### LES PLUS JEUNES DEPUTÉS

Voici la liste des plus jeunes députés, par ordre d'âge croissant. Ils appartiennent tous à l'U.D.R., sauf ceux pour qui l'étiquette politique a été indiquée entre parenthèses. Ce sont MM. Ducray, né le 21-1-1942 (Rhône); Mouro, né le 21-1-1942 (Rhône); Terrenoire, 1941 (Loire); Cassabel, 1938 (Aude); Massoubre, 1938 (Somme); Roux, 1938 (Vaucluse); Djoud, 1938 (Rép. ind., Hautes-Alpes); Barrot, 1937 (P.D.M., Haute-Loire); Stirn, 1936 (Calvados); Lecat, 1935 (Côte-d'Or); Cressard, 1935 (Ile-et-Vilaine); Fortuit, 1935 (Essonne); Chaumont, 1934 (Sarthe).

### LES DEPUTÉS LES PLUS AGÉS

Le doyen de la nouvelle Assemblée nationale demeure Hippolyte Ducos, député fédéré de la Haute-Garonne, né le 3-10-1881. Ses cadets sont MM. Arthur Musmeaux, 1888 (P.C. Nord); Virgile Baré, 1889 (P.C. Alpes-Maritimes); Marcel Dassault, 1892 (U.D.R., Oise); Maurice Lemaire, 1895 (U.D.R., Vosges); et Jacques Vendroux, 1897 (U.D.R., Pas-de-Calais).

## LE MONDE diplomatique

Mensuel

s'adresse à tous ceux qui s'intéressent aux

**PROBLEMES INTERNATIONAUX à l'ÉVOLUTION POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE DU MONDE à LA COOPÉRATION ENTRE LES NATIONS**

et désirent se procurer une information sûre et des commentaires objectifs.

5, rue des Italiens, PARIS (9<sup>e</sup>)  
Tél. : PROVENCE 91-29  
Le numéro ..... 1,50 F  
En vente dans les kiosques.



# LES RÉACTIONS ET LES COMMENTAIRES

## Dans la majorité

**M. RAYMOND MARCELLIN :** un « non » catégorique à la subversion et au désordre.

« (...) Une analyse des voix obtenues par les différentes formations politiques permet deux constatations qui viennent immédiatement à l'esprit :  
» D'une façon générale, les communistes et les fédérés n'ont pas pu rassembler au deuxième tour la totalité de leurs voix du premier tour.  
» Fait encore beaucoup plus marquant pour la première fois de l'histoire communiste et pour la première fois depuis 1958, l'U.D.R. s'imposait vigoureusement au sud de la Loire, comme elle l'était déjà au nord.  
» En définitive, qu'ils appartiennent au parti communiste, à la F.G.D.S. ou au C.P.D.M., tous ceux qui ne se réclamaient pas de la majorité ont subi un échec incontestable.  
» A l'inverse, une large union s'est réalisée sur le nom des candidats de la majorité.  
» La majorité disposera au sein de la nouvelle Assemblée de 355 sièges.  
» C'est sans nul conteste une des plus fortes majorités que jamais la France ait connues. C'est en tous les cas la plus forte majorité que la V<sup>e</sup> République ait connue depuis 1958.  
» La nation vient librement d'exprimer sa volonté, et d'une façon très nette. Ainsi peut être dégagée une majorité de gouvernement forte, cohérente, unie et loyale.  
» Le peuple français, dans sa sagesse profonde, a dit un « non » catégorique à la subversion et au désordre. D'une façon éclatante aussi, il a manifesté son attachement ardent et entier à la démocratie et à la liberté, il a marqué sa réproubation à tous ceux qui se sont compromis ou prou avec l'entreprise de subversion, enfin et surtout le peuple français s'est rangé derrière le général de Gaulle, comme il l'a fait dans toutes les périodes critiques de son histoire, depuis presque trente ans, car il sait qu'une victoire du général de Gaulle est aussi une victoire de la République et de la France. »

**M. YVES GUÉNA :** je crois que plus on est fort, plus on est libéral.

« La réponse du pays à l'appel du général de Gaulle a été éclatante après cette crise qui aurait pu faire penser que le régime était ébranlé sur ses bases. Il n'en est rien, nous avons une majorité comme il n'y en a jamais eu en France dans l'histoire des Républiques, une majorité qui nous permettra de poursuivre sans aucune difficulté la tâche qui a été entreprise depuis dix ans par le gaullisme.  
» Une trop faible majorité, comme nous l'avions la dernière fois, présente des dangers, car elle aboutit à une espèce de paralysie du Parlement et des institutions. En ce qui concerne la majorité qui vient d'être élue, elle permettra de faire jouer à plein le jeu parlementaire et d'instituer le dialogue, au sein de la majorité naturellement, mais aussi le dialogue avec l'opposition.  
» Je crois qu'il y a eu un élargissement de la majorité qui résulte du vote de beaucoup d'électeurs qui ne sont pas des gaullistes de stricte obédience, et nous devons tenir compte à l'avenir de ces voix, celles de gauche notamment, très nombreuses, qui se sont reportées sur nous. Cela, si j'ose dire, nous crée des devoirs.  
» Ce soir, je crois que plus on est fort, plus on est libéral. »

**M. VALÉRY GISCARD D'ESTAING :** nous devenons le deuxième parti à l'Assemblée.

« Les électeurs ont tiré la leçon des événements.  
» Au premier tour, on a senti une condamnation des désordres et des violences. Au second tour, le vote a pris le sens d'une rénovation. C'est pour la France une chance politique qui devra être exploitée.  
» En ce qui concerne le groupe des républicains indépendants, nous sommes le seul groupe dont aucun député sortant n'a été battu. Nous devenons le deuxième groupe parlementaire à l'Assemblée nationale, après l'U.D.-V. Nous avons poursuivi notre progression et nos résultats sont très encourageants. Nos élus continueront à s'efforcer d'apporter un sang neuf à la majorité. »

**M. RAYMOND MONDON :** conserver l'esprit critique.

« Les républicains indépendants, tout en demeurant dans la majorité, conserveront leur esprit critique. Les élus de la majorité vont avoir de plus grandes responsabilités du fait que la majorité sera plus large. Celle-ci devrait être plus cohérente et plus efficace pour accomplir les grandes réformes que le pays attend. »

**M. GEORGES POMPIDOU :** une victoire de cette importance impose des devoirs.

« L'étendue de notre victoire nous impose la discrétion.  
» Par conséquent, je ne m'étendrai pas sur le succès et je n'ironiserai pas sur les défaites.  
» Je voudrais simplement faire deux ou trois observations.  
» La première : j'ai essayé, au vu des résultats qui me sont parvenus, département par département, circonscription par circonscription, de déterminer ce qui a pu être la motivation essentielle du peuple français, étant donné cette réaction exceptionnelle qui vient de se manifester dans ce scrutin.  
» En fin de compte, je crois que c'est un réflexe de liberté contre toutes les tentatives de lui imposer des contraintes par des voies anormales.  
» Je pense que lors du premier tour de scrutin, l'agitation dans la rue, la tentative de prise de pouvoir en s'appuyant sur la rue, avaient profondément marqué l'opinion et avaient été à l'origine des résultats du premier tour.  
» Quand on regarde le second tour, il me semble que cela va plus loin, et qu'en particulier un réflexe de défense s'est produit contre le totalitarisme et contre les contraintes qu'on a cherché à imposer à la classe ouvrière dans ces dernières semaines de mai et de juin. Je pense, en particulier, à la prolongation inutile de la grève, à la tournure politique qu'on lui avait donnée et à la façon dont les piquets de grève ont empêché la liberté du travail pour tous ceux qui souhaitaient reprendre le travail plus vite.  
» J'en vois la preuve en particulier dans de très nombreuses circonscriptions ouvrières du Nord et du Pas-de-Calais où non seulement le parti communiste voit ses positions s'affaiblir mais où un très grand nombre d'électeurs qui, au premier tour, avaient voté pour la Fédération, ont reporté leurs voix sur notre candidat contre le candidat du parti communiste. C'est ma première remarque.  
» La seconde, c'est que, pour la présente, au sud de la Loire, pour l'unité nationale est en quelque sorte reconstituée entre le nord et le sud de la France. Jusqu'à présent, au sud de la Loire, pour des raisons diverses qui tenaient pour une part aux moyens d'information dans cette partie du pays, nous n'avions pénétré que très peu.  
» Cette fois, la représentation du sud de la Loire sera sensiblement analogue à celle du nord.  
» Ceci est très important. Je dirai même un peu que c'est notre récompense pour l'effort que nous avons fait en essayant de faire que cette région nous re- »

**M. JACQUES CHABAN-DELMAS :** le gouvernement va pouvoir agir.

« Une majorité à la fois plus ample, solide, déterminante, existe désormais. Elle va s'élargir aux limites du possible et je ne doute pas qu'elle s'organise, se structure, de telle manière qu'elle fournisse l'élément final du dialogue, tant en ce qui concerne l'opinion elle-même, les administrés dans les circonscriptions, les électeurs, qu'en ce qui concerne le gouvernement.  
» Le prochain gouvernement va donc agir. Il ne sera pas, comme le précédent, handicapé par cette insuffisance et même cette inexistence de majorité. Il va pouvoir agir pour le renouveau et il va pouvoir déclencher la participation dont a parlé le président de la République dans tous les domaines, à tous les échelons, en nouant les dialogues nécessaires et en développant certains d'entre eux... »

**M. ALAIN PEYREFITTE :** ce scrutin consacre définitivement le régime.

« Le peuple s'est donné la majorité, dont l'absence depuis mars 1967, paralysait l'Etat. Nous allons maintenant pouvoir travailler, soutenus par le courant populaire qui s'est manifesté. Cette majorité massive pourra être, devra être, une majorité de mouvement.  
Ce scrutin consacre définitivement le régime, un mois après le jour où les oppositions avaient cru l'abattre. L'opposition a fait une erreur fatale en donnant à son action le caractère d'une opposition au régime et à son fondateur. Les Français, devant la menace d'une subversion à laquelle les oppositions ont si imprudemment prêté la main, ont confirmé que la V<sup>e</sup> République, dont ils ont massivement approuvé la Constitution en 1958, était bien leur République. »

**M. ROBERT POUJADE :** nous avons défendu la République pour tous les républicains.

« Comment voulez-vous que le secrétaire général de l'U.D.-V. ne soit pas heureux des résultats qu'il apprend ?  
» Ce n'est pas un vote de crainte, c'est un vote d'approbation de la V<sup>e</sup> République au moment même où elle a été mise en cause de la façon la plus violente et la plus agressive. C'est aussi indiscutablement une condamnation de l'opposition, de ses contradictions, de ses méthodes, de ses hommes, spécialement du parti communiste et de la Fédération.  
» La présence d'une majorité solide et géographique bien répartie à la Chambre aura des conséquences importantes pour le pays. Quant aux jeux de tous les groupes charnières, ils ne seront plus évidemment de saison.  
» Nous saurons surmonter, organiser, cette victoire pour répondre à l'attente d'un électoral indiscutablement très large qui s'est porté sur les candidats U.D.R. Nous montrerons à nos adversaires que nous sommes pour notre part des républicains et des démocrates. Toutes les libertés pour lesquelles nous avons justement craint, il y a quelques semaines, leur sont acquises sans exception. Car nous avons défendu la République pour tous les républicains, même pour ceux qui ne nous ont ni aidés ni compris. »

**L'HUMANITE :** un sursis.

« Sans doute, de Gaulle ne manquera-t-il pas de se féliciter bruyamment de cette Assemblée où les inconditionnels feront la loi. Mais il aurait tort d'oublier que la Chambre introuvable de 1958, qui comptait près de 390 députés de droite, devait être censurée avant la fin de la législature par 280 voix contre 173. Rien n'est réglé et les contradictions qui ont opposé le chef de l'Etat, en ce mois de mai 1968, à la classe ouvrière et à l'Université ne se sont pas évaporées par la grâce d'un scrutin. Restent la situation économique, les 500 000 chômeurs, l'Université à réformer. Il est clair que le pouvoir gaulliste, fort de son succès électoral, s'attachera à poursuivre demain à même à aggraver la politique de régression sociale qu'il mène depuis dix ans. Les mêmes causes produisant les mêmes effets, il se heurtera de nouveau à la protestation populaire. De Gaulle a obtenu un sursis, mais son régime est condamné à terme. »

**LE FIGARO :** l'insuccès mènerait au chaos.

« Rien ne saurait nous arriver de pire demain qu'une victoire dont ceux qui l'ont remportée hier ne mesureraient pas ce qu'elle implique de responsabilités et de devoirs.  
» Il faut que la majorité élargie comprenne que les méthodes en usage depuis dix ans n'aboutiraient, si elles étaient poursuivies ou aggravées, qu'à réduire à néant cet ample succès.  
Le général de Gaulle a fait, samedi, appel à l'union.  
» M. Georges Pompidou, autre vainqueur de la compétition, s'est joint à lui cette nuit.  
» Ils doivent être entendus.  
» Mais il faut aussi qu'ils comprennent, avec une équipe renouvelée, chargée maintenant d'assurer la lourde charge de gouverner la France, à quelles aspirations, à quels changements de méthodes, à quels objectifs doit tendre le pouvoir.  
» L'insuccès nous mènerait droit au chaos.  
» Le fait d'avoir sauvé la France ne donne aucun droit à l'échec. »

**M. FRANÇOIS MITTERRAND :** choisir entre les terroristes et les braves gens.

« Le général de Gaulle et M.M. Pompidou ont lancé une opération de truquage politique et psychologique puisque, pratiquement, ils ont invité les Français à choisir entre les terroristes que nous serions et les braves gens qu'ils seraient.  
» En effet, on n'a pas engagé les Français à voter raisonnablement sur des grands problèmes politiques, mais émotionnellement sur la situation décrite par la propagande gouvernementale en des termes inexactes. »

**M. CHARLES HERNU :** il aurait fallu quelques jours de plus.

« Je regrette le caractère brusque de cette élection, il aurait fallu quelques jours de plus aux Français pour réfléchir. Mais nous sommes démocrates, il faut accepter la décision et ses conséquences.  
» Ce que je souhaite, c'est que la gauche moderne et dynamique se manifeste davantage, s'adapte aux circonstances et réalise son unité.  
» Ce qu'il faut, c'est que la Fédération devienne l'axe réel de la politique française. »

**PARIS-JOUR :** les députés de la majorité voudront exercer leurs responsabilités.

« Les voix de gauche qui se sont portées sur les candidats gaullistes — et singulièrement au sud de la Loire où l'opposition a perdu d'importants bastions — imposent au futur gouvernement des devoirs. La querelle des institutions étant dépassées par le succès d'hier, la priorité sera donnée, sans nul doute, aux réformes sociales. Les députés de la majorité auront donc plus de responsabilités que dans le passé, et tout permet de croire qu'ils voudront les exercer. C'est dans cette mesure que l'Assemblée de demain ne ressemblera pas à la précédente. »

**LE POPULAIRE :** la lutte pour la liberté.

« [Le] pouvoir se voit reconduit aujourd'hui, à l'issue d'une bataille électorale qui a commencé sous le signe du mensonge et du chantage et qui s'est terminée sous celui de l'assassinat, avec ce jeune Français froidement abattu près d'Arras.  
» Est-ce la première fois qu'un peuple se laisse abuser ? Certes non. Ni le nôtre, ni d'autres n'ont été à l'abri de telles erreurs. Parce que nous sommes démocrates, nous les acceptons et notre tâche sera d'expliquer, de persuader et de convaincre.  
» Sous réserve qu'on nous en donne la possibilité. Sinon, qu'on le sache bien et qu'on y prenne garde : la gauche sait mieux que beaucoup des soutiens actuels du général de Gaulle, ce qu'est la lutte pour la liberté. »

**M. WALDECK ROCHET :** un grave péril pour les libertés.

« La poussée gaulliste, obtenue par le chantage à la peur, s'est à nouveau affirmée.  
» L'Assemblée nationale de demain sera composée d'une majorité de députés gaullistes ; une telle Assemblée sera en définitive une Chambre d'enregistrement où la voix de l'opposition se fera difficilement entendre.  
» Le fait qu'un seul parti, le parti gaulliste, va monopoliser tous les pouvoirs entre ses mains constitue un grand péril pour les libertés démocratiques et un pas important vers la fascisation du régime.  
» En présence d'une telle situation, il est indispensable que les travailleurs et les démocrates de toutes opinions se rassemblent et s'unissent pour défendre les conquêtes sociales et les libertés. »

**LE PROVENÇAL (Marseille) :** la réflexion remplacée par le réflexe.

« On a remplacé la réflexion par le réflexe : jamais peut-être ce mot de Camus n'a pu paraître plus chargé de vérité. Mais le temps de la réflexion s'impose aujourd'hui aux Français. (...) Les problèmes économiques, sociaux, universitaires, de régionalisation et d'aménagement du territoire, posés bien avant le mois de mai, attendent d'être résolus. On peut se demander comment le gaullisme va les affronter comment le gaullisme va les affronter comment le gaullisme va les affronter... »

**LA DEPECHE DU MIDI (Toulouse) :** une masse inerte.

« Le chef de l'Etat a désormais le choix. Il peut servir d'alibi à une entreprise qui lui échappera très vite. Les comités d'action civique ont été créés pour canaliser la grande peur » et pour lui lier les mains. De toute façon, quelle politique tenter avec une masse inerte dont le seul objectif est de consolider le bloc de tous les conservatismes ? De Gaulle est finalement le prisonnier de ceux qu'il a tant flattés et qui sont capables de s'opposer, justement parce qu'ils ont eu peur, à toute politique intelligente de rénovation. On ne sème pas en vain la haine et la division, et les républicains doivent regarder le danger en face. »

## LES COMMENTAIRES DE LA PRESSE FRANÇAISE

**LA NATION :** l'homme de tous les Français.

« Le corps électoral a répandu dans la foule du premier tour. Bien que l'on ne veuille pas insister outre mesure sur le triomphe que les gaullistes viennent de remporter, le moins que nous puissions dire est que l'on se trouve devant une véritable lame de fond. La subversion est massivement condamnée. Ceux qui crurent pouvoir en profiter pour essayer de former un gouvernement provisoire, malgré les règles constitutionnelles, le sont également. Ceux qui essayèrent jusqu'à la dernière minute de faire croire que l'importante majorité réclamée par de Gaulle et Georges Pompidou n'était pas souhaitable le sont aussi. Il reste que les Français qui ont voté pour l'opposition ne doivent pas éprouver d'amertume. Le pays a choisi. C'est la démocratie. Mais l'homme qui est à la tête du pays est l'homme de tous les Français, et nous ne demandons comme lui qu'à voir les opposants collaborer, eux aussi, à la grande œuvre de redressement économique et de participation que la France doit maintenant réussir. »

**L'AURORE :** une autre politique pour une autre Assemblée.

« Le pouvoir à les mains libres pour faire ce qu'il lui plaira de faire. Avec ou sans dialogue avec qui que ce soit. Mais encore : quelle politique ? (...) Les députés gaullistes qui se compleront la semaine prochaine dans l'hémicycle n'en savent pas plus que ceux et celles qui ont voté pour l'U.D.R. Il s'agit, d'urgence, de rendre à ce pays confiance en ses chances internationales, car trop évidemment tout dépend de là, le plein-emploi ou le chômage, l'insertion des jeunes dans un circuit de prospérité ou le marasme et la satellisation économique. Si le général de Gaulle a voulu une autre Assemblée, ce doit être pour lui faire approuver sur l'essentiel une autre politique qui inspire confiance. C'est cette politique qu'on attend. »

**SUD-OUEST (Bordeaux) :** une cassure de générations.

« Le pouvoir et le gouvernement sont donc, désormais, à l'abri de toute censure et de toute contestation parlementaires. La majorité « cohérente et homogène » réclamée par M. Pompidou est à la disposition et à la discrétion de la politique présidentielle. (...) N'empêche que les élections de ce mois de juin consacrent une cassure de générations et résultent, qu'on le veuille ou non, d'un réflexe d'ordre et de crainte dont on peut se demander s'il est vraiment réconfortant. Et peut-être faut-il observer aussi que les giscardiens enregistrent, de leur côté, un succès qui n'est pas sans signification. Ils incarnent le libéralisme parlementaire du gaullisme. Mais désormais, le gouvernement n'a plus besoin d'eux... et c'est encore un fait important. La majorité et le gouvernement sont à présent face aux problèmes. Ceux-ci ne sont ni simples ni moins graves qu'ils ne l'étaient voici un mois. Si le gaullisme triomphant ne résout pas ces problèmes, ce n'est pas au Parlement que le pouvoir sera censuré. C'est, on doit le craindre, dans la rue. »

**M. GEORGES MARCHAIS :** l'aboutissement d'un vaste complot gaulliste.

« Le scrutin a été faussé par le pouvoir gaulliste, qui a joué sur le chantage à la peur et à la guerre civile. Le résultat des élections est l'aboutissement d'un vaste complot organisé par le parti gaulliste...  
» Il est probable que si la gauche s'était présentée unie sur un véritable programme commun de gouvernement, le chantage auquel s'est livré le parti gaulliste aurait eu moins de prise. »

**M. CLAUDE ESTIER :** une Chambre introuvable.

« Le général de Gaulle va trouver une Chambre introuvable. Je lui souhaite beaucoup de chance devant une telle majorité. Il n'y aura plus d'excuses de ne pas réaliser les réformes nécessaires.  
» Je pense que la gauche devra travailler pour un avenir qui sera beaucoup plus proche qu'on ne le pense. »

**M. DANIEL MAYER :** une assemblée du monologue.

« Une volonté de contestation et de dialogue avait soulevé le pays. La nouvelle Assemblée sera celle de l'enregistrement et du monologue.  
» En voulant obtenir par n'importe quel moyen une majorité personnelle, le président de la République a sacrifié les vraies questions aux apparences. Tous les problèmes demeurent, qui concernent la vie économique, sociale, universitaire, l'information, les relations internationales. On s'en rendra mieux compte en octobre. »

**M. JACQUES DUHAMEL :** l'avenir commence aujourd'hui.

« Plus que jamais il me paraît indispensable que des députés libres et actifs s'expriment au Parlement. Plus que jamais il me paraît nécessaire qu'un centre novateur et moderne s'organise dans le pays. Il ne faut pas, dans un raz de marée, penser seulement à l'immédiat. L'avenir commence aujourd'hui. »

**un "management" à l'européenne :**

**créativité participation concertation**

**POUR UNE DOCTRINE DE L'ENTREPRISE**

par **Philippe de Woot**  
Préface de **François Bloch-Lainé**

Un livre dont l'élan est d'autant plus irrésistible qu'il est plus mesuré. F. Bloch-Lainé

**SEUL**

Avant qu'il soit INTERDIT ou simplement épuisé, achetez le dernier numéro (juin 68)

**d'INITIATIVE SOCIALISTE** dans lequel vous lirez

« LES PROBLEMES DE LA GUERRE CIVILE » texte de **Léon TROTSKY** inédit depuis quarante ans, ainsi qu'une analyse des événements de mai 1968

« PREPARONS LA DEUXIEME ETAPE REVOLUTIONNAIRE »

Le numéro : 1 F

En vente à « la Joie de lire », 40, rue Saint-Séverin ; à « la Vieille Taupe », 1, rue des Fossés-Saint-Jacques ; kiosque, 23, boul. Saint-Michel, Paris 5<sup>e</sup> ; et au « Gay Savoir », 33, rue du Surmeil, Paris 20<sup>e</sup>.

Rédaction - administration : 54, r. Monsieur-le-Prince, Paris 6<sup>e</sup>. Abonnements : 6 mois, 10 F ; 1 an, 20 F. C.C.P. 12621-94 Paris.



# APRÈS LE DEUXIÈME TOUR DES ÉLECTIONS

## Dans les états-majors des partis

### Une mariée trop belle et un mariage difficile

A l'hôtel Matignon, la discrétion devant le succès a été la règle au soir du second tour, comme elle l'avait été lors du premier. Les raisons n'étaient pas tout à fait les mêmes. Le 23 juin, on redoutait un petit peu que les électeurs ne décident en une semaine, ainsi qu'ils l'avaient fait en mars 1967, d'atténuer l'élan en faveur des gaullistes. Le 30 juin, le triomphe était si évident qu'il n'était nul besoin de l'afficher et que le bon goût, comme l'habileté, commandaient au contraire de ne pas l'avoir insolent.

« La mariée est trop belle ! », commentait un ancien ministre. Ce n'était pas une plainte, bien sûr, mais un de ces mots qui permettent de se donner une contenance. De son côté, un attaché de ministère risquait (discrètement) un à-peu-près en l'honneur de M. Pompidou : « C'est la Chambre bleue d'Auvergne... »

Si la victoire n'était pas inattendue, son ampleur a quand même un peu surpris, ce qui rend muet, et supprimé tout suspense, ce qui atténue l'émotion. Elle est loin, la nuit du 12 mars 1967 où l'on comptait sur les doigts le nombre des parlementaires des départements d'outre-mer pour s'assurer que le nombre requis y serait ! Ce soir, le tableau d'affichage mis en place, comme la dernière fois, sous les lambris d'un salon restera vierge. A quoi bon faire des additions ? L'annonce de la défaite de M. Mendès France elle-même ne suscitera aucune manifestation d'émotion, comme si, quantitativement, c'était une nouvelle secondaire.

M. Pompidou, pour sa part, aura passé le plus clair de la soirée dans son bureau, cigare aux lèvres, épluchant des dépêches devant un poste de télévision et entouré de collaborateurs et de ministres ou d'anciens ministres venus faire un tour : MM. Marcellin, Charbonnel, de Chambrun, de Broglie... La réélection de M. Billères lui inspirera une remarque souriante : « Heureusement ! ». Mais il n'aura qu'un seul accès de franche gaieté, inspiré par une déclaration d'un dirigeant de la Fédération qu'il relira à haute voix : « Il faut que la F.G.D.S. devienne l'axe réel de la politique française. »

Tandis que l'U.D.R. s'appliquait à contenir sa joie, celle qu'éprouvaient les républicains indépendants n'était peut-être pas sans mélange. Ceux-ci ne s'attendaient pas tout à fait à un tel résultat, qui offrait l'avantage de faire d'eux le second groupe en importance à l'Assemblée, mais qui, en même temps, mettait l'U.D.R. en position de se passer d'eux. « Nos députés sont plus nombreux qu'avant, et ce sont, eux, tous des gens de qualité », observait une des vedettes du parti. Un militant faisait observer non sans amertume que les statistiques officielles avaient manqué de tact en classant sous l'étiquette « divers droite » certains élus, dont M. Giscard d'Estaing, M. Poniatowski, après son succès à Pontoise, se bornait à une seule remarque : « D'autant plus forte est la majorité, d'autant plus grand doit être le désir de dialogue du gouvernement. »

Les soucis de deux fractions de la majorité — une mariée trop belle pour les uns, un mariage difficile pour les autres — étant éparpillés aux centristes, ceux-ci entendaient faire bonne figure. « On votera à nouveau avant dix-huit mois ! », affirmait à un candidat un de ses supporters en le consolant de son mieux : « Ton score est très beau ! ». Devant les résultats, deux jeunes gens concluaient, mi-plaisants, mi-sérieux « qu'il n'y avait plus qu'à descendre dans la rue ». Bref, parmi les visiteurs et les sympathisants qui se livraient à la triste gaieté des sarcasmes, on sentait souffler comme un vent de gauche. M. Lecanuet gardait sa sérénité, mais dénonçait dans l'attitude des électeurs « la peur de la révolution ». Pour le reste il s'en tenait à une formule : « Il faut réfléchir ».

Quant au siège de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste, de bonne heure, il était fermé. Avant qu'il fût 1 heure, les quelques personnes qui y étaient assemblées vers 22 heures, avaient éteint les lumières et s'en étaient allées. Sur le boulevard Saint-Germain, des automobilistes acclamaient à coups d'avertisseurs le triomphe de la majorité, intolérablement, comme si le pouvoir était dans la rue...

MICHEL LEGRIS.

## Les incidents de la campagne

### PARIS : barricades samedi au quartier Latin...

Au cours de la nuit de samedi à dimanche, une manifestation s'est improvisée au quartier Latin. Elle comprenait de cinq à six cents jeunes gens qui, à la hauteur du carrefour de l'Odéon, ont barré la circulation et ont allumé sur la chaussée deux incendies de « Elections, trahison ». Des charges opérées par les C.R.S. — au cours desquelles il y eut, parmi les manifestants, quatre blessés qui ont été transportés à l'hôpital Laënnec — les ont fait refluer vers Maubert-Mutualité, après que des représentants de l'U.N.E.F. et du S.N.E.-Sup puis des policiers, les eurent

invités à se disperser, ne réussissant à en persuader qu'une partie. Au carrefour Maubert - Mutualité, les jeunes gens ont édifié une barricade, où ils ont mis le feu. L'avance des forces de l'ordre les fit reculer en direction de la faculté des sciences. Leur nombre avait diminué, mais ils élèverent encore une nouvelle barricade sur le pont Sully et l'incendierent. Après un autre assaut des C.R.S., il ne resta plus que quelques dizaines de personnes pour gagner la Bastille, où il y eut encore quelques tentatives d'incendie. La police aurait procédé à une cinquantaine d'interpellations.

### ...et « nuit de la Saint-Sylvestre dimanche sur les Champs-Élysées

Les Champs-Élysées ont connu cette nuit, hors saison, une ambiance de Saint-Sylvestre : des concerts d'avertisseurs, qui se sont d'ailleurs étendus à d'autres quartiers de Paris. C'étaient des gaullistes qui célébraient ainsi — généralement sur le rythme tit-ta-ta-ta — le succès de la majorité. A bord de voitures dont la plupart étaient découvertes, brandissant des drapeaux tricolores, ils ont provoqué un embouteillage considérable. Les jeunes gens qui criaient « Vive de Gaulle ! » faisaient de deux doigts de la main le V de la victoire qu'ils avaient également reproduit sur leur véhicule. Sur les portes ou les pare-brise on pouvait lire des affiches vantant « la réforme dans la légalité ». Tandis que des passants applaudissaient des trottoirs ou que d'autres automobilistes leur répondaient, de petits groupes de manifestants défilaient dans les rues du quartier de l'Etoile. Bien qu'un membre du service d'action civique ait demandé vers 2 h. 15 que le cortège se disperse, trois cents personnes se sont réunies à l'Arc de triomphe et ont chanté la Marseillaise. Un peu plus tard, celles qui restaient — quelques dizaines — ont chanté une nouvelle Marseillaise et crié des slogans hostiles à M. Mitterrand.

Le carrousel de voitures s'est poursuivi tard dans la nuit. Tandis qu'un cordon de policiers interdisait l'avenue de Marigny aux véhicules afin d'évacuer ce tapage nocturne de l'Élysée et de la place Beauvau, des cortèges bruyants sillonnaient les boulevards...

Seuls incidents : boulevard Saint-Michel et boulevard Saint-Germain, les passagers d'automobiles arborant le drapeau tricolore étaient pris à partie par des jeunes gens. Il s'ensuivit des

échanges de projectiles et l'éclatement de quelques pare-brise... A 1 h. 45, quinze cars de C.R.S. sont arrivés à Saint-Germain-Près pour faire cesser les incidents. Les jeunes gens et les étudiants qui attaquaient à leur passage les voitures pavoisées se sont aussitôt dispersés, puis regroupés un moment. Les cafés avaient fermé.

A 2 h. 30, le calme complet était rétabli dans le quartier et les derniers groupes s'étaient dispersés.

• DANS LE XVII<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT, selon M. Michel Habib-Deloncle, réçu député U.D.-V<sup>e</sup>, des équipes chargées de protéger ses affiches ont été attaquées et matraquées samedi soir par des groupes d'individus casqués. Plusieurs personnes, dont un de ses fils, auraient été blessées. M. Habib-Deloncle a décidé de porter plainte.

• A BOUGIVAL (Yvelines), une courte bagarre a opposé samedi matin des colporteurs d'affiches de l'U.D.R. et du parti communiste. D'autre part, au cours de la nuit de samedi à dimanche, une petite charge de plastique a fait explosion devant le domicile de M. Jean-François Devay, directeur de l'hebdomadaire « Minute ». La boîte aux lettres a été détruite et le portail endommagé.

• A ROANNE (Loire), une bagarre a opposé dans la nuit de samedi à dimanche M. Pierre Souchon, militant du syndicat C.G.T. de la métallurgie et plusieurs de ses amis à des colporteurs d'affiches de l'U.D.R. On ignore les circonstances exactes de ces incidents, qui ont fait quatre blessés légers. M. Souchon, qui avait reçu plusieurs lettres de menaces, avait trouvé samedi soir sa voiture partiellement détruite par un incendie.

• A PORT-DE-BOUC (Bouches-du-Rhône), des assesseurs et des scrutateurs du candidat U.D.R. M. Taffani ont été pris à partie par des manifestants. L'un d'eux, M. Nekrouf, a été blessé.

### ARRAS : un jeune militant communiste tué à coups de pistolet par des membres d'un groupe d'action civique de l'U.D.R.

(De notre correspondant particulier.)

Lille, 1<sup>er</sup> juillet. — A Achicourt, près d'Arras, un jeune ouvrier de dix-huit ans, Marc Lanvin, dont les parents et les six frères et sœurs habitent rue des Hortensias, à Arras, a été abattu samedi soir d'une balle dans le cœur par des membres d'un groupe d'action civique de l'U.D.R.

L'enquête ouverte par M. Gay, juge d'instruction au parquet d'Arras, a amené l'arrestation des occupants d'une estafette louée par le secrétariat fédéral de l'U.D.-V<sup>e</sup> pour la campagne électorale. Les prévenus ont reconnu les faits et les deux armes utilisées, un pistolet 7,65 et un 22 long rifle, ont été retrouvées. Les six inculpés sont Jean-Claude Vallain, vingt-six ans, instructeur de l'éducation nationale, demeurant à Arras ; André Verlay, quarante ans, militaire en retraite, demeurant également à Arras, tous deux inculpés d'assassinat et de complicité. Michel Nourry, dix-huit ans, commis d'architecte, également d'Arras ; Jacques Thuilliez, vingt-huit ans, voyageur de commerce, demeurant à Bois-Bernard ; Francis Clerdan, vingt-cinq ans, instituteur, demeurant à Arras. Ces cinq hommes se trouvaient dans l'estafette au cours de la nuit. Les trois derniers ont été inculpés de transport d'armes. Le sixième, Pierre Lamourette, vingt-huit ans, chauffeur, de Saint-Laurent-Blangy, est également poursuivi. Dans la journée de samedi après-midi, dans la même estafette, il avait utilisé l'une des armes pour tirer une balle sur une affiche publicitaire.

Pour le moment, des divergences subsistent entre les deux versions du meurtre. Selon les inculpés, ils auraient été doublés à l'entrée d'Achicourt par trois voitures qui les auraient obligés à s'arrêter. Un groupe nombreux de militants de gauche se seraient alors avancés vers leur véhicule en les menaçant. C'est alors que Jean-Claude Vallain aurait fait usage du 7,65 pendant qu'André Verlay tirait plusieurs coups de feu, tandis que l'estafette démarrait.

Pour les trois camarades de la victime, c'est la fourgonnette, décorée des photos des candidats U.D.R., qui a pris leurs véhicules en chasse alors qu'ils opéraient une surveillance des panneaux électoraux dans la banlieue. La manœuvre les aurait obligés à s'arrêter. C'est par l'entrebaillement de la porte que, sans sommation, les coups de feu auraient été tirés, tandis que l'estafette s'éloignait.

L'enquête établira rapidement si, comme l'affirme le communiqué de la Fédération départementale du P.C., il s'agit d'un « assassinat délibéré » ; ce communiqué précise en effet que « les coups de feu qui ont tué notre camarade ont été tirés à bout portant sans qu'il y ait eu affrontement ni même discussion ». Marc Lanvin était ouvrier à l'usine Maille, à Arras. Militant depuis longtemps dans les jeunes communistes, il avait adhéré au parti il y a quinze jours.

A Arras, la voiture à bord de laquelle circulait le jeune militant, a été exposée sur la place des Héros, face à l'hôtel-de-ville. Toute la journée, la foule s'est pressée alentour, commentant le drame qui soulève une vive émotion dans la région.

Dans la nuit même, les fédérations départementales du parti communiste avaient diffusé un tract où elles appelaient « tous les travailleurs communistes et

socialistes, tous les républicains, croyants et incroyants, à condamner ce crime odieux et à servir les rangs pour empêcher que notre pays soit submergé par la violence déchaînée un peu partout par les groupes armés de l'U.D.R. De son côté, M. Guy Mollet, après s'être rendu au centre hospitalier pour s'incliner devant la dépouille mortelle du jeune homme, déclarait : « Depuis ma jeunesse j'ai été un militant politique. J'ai connu les bagarres, les échanges de coups de poing, mais je n'avais jamais vu abattre froidement un adversaire politique. La balle a été tirée à deux mètres cinquante. C'est un véritable crime. » Précisant encore que la municipalité d'Arras avait décidé de prendre à sa charge les obsèques de Marc Lanvin, qui se dérouleront mercredi matin, le maire d'Arras ajoutait : « La municipalité demande à toute la population de manifester sa désapprobation en baissant ses volets et en assistant aux funérailles dans un silence plein de dignité. »

Tandis que de nombreux télégrammes de condoléances et de protestation affluaient, trois candidats communistes, Mme Jeannette Prin et MM. Léandre Letoquart et Jules Tell se rendaient à la préfecture d'Arras pour exprimer leur protestation auprès du préfet.

Pour sa part, le secrétariat fédéral de l'U.D.-V<sup>e</sup> attribue « à des éléments incontrôlés se réclamant de notre mouvement » la responsabilité du drame.

M. Theetten, candidat U.D.R. adversaire de M. Guy Mollet dans cette circonscription, déclare : « C'est avec stupeur et avec peine que j'ai appris les incidents qui se sont déroulés à Achicourt... Je flétris les auteurs de cet acte lamentable ; ils ont agi d'une manière insensée, sans se rendre compte de la gravité de leur geste. Par cette action regrettable ils ont agi à l'encontre de ce que nous voulions et que le général de Gaulle affirmait encore samedi : nous retrouver tous, nous respecter mutuellement, nous rapprocher les uns des autres dans notre unité nationale. Je transmets à la famille l'assurance de mon profond regret et de ma sincère compassion. »

Pour sa part, l'union locale C.G.T. précise dans un tract qui doit être diffusé ce matin : « Cet assassinat montre bien que ce ne sont pas les travailleurs qui troublent l'ordre public, mais les au service du pouvoir gaulliste, au service du pouvoir communiste. Un appel à un débrayage général pour le jour des obsèques devait être lancé lundi par les syndicats d'Arras. »

(Intérim.)

[N.D.L.R. — Alors que pendant des jours et des nuits la police et les étudiants se sont affrontés sans qu'un coup de feu soit tiré, trop d'incidents sanglants se sont produits depuis la création des « comités d'action civique ». Les élections terminées, il est nécessaire que ces groupes armés soient supprimés, alors surtout que d'autres, à l'extrême gauche, qui n'ont jamais eu d'armes à feu, ont été dissous.]

### TOULOUSE : un nouveau député U.D.R. et des manifestants envahissent les locaux de la « Dépêche de Midi ».

Ce lundi, vers 1 h. 30, des manifestants ayant parmi eux M. Pierre Baudis, élu U.D.R. de la deuxième circonscription de la Haute-Garonne, ont manifesté bruyamment rue Bayard et se sont ensuite livrés à une manifestation contre l'hôtel de la Dépêche de Midi, dont ils ont forcé la porte d'entrée après avoir brisé les vitres du sous-sol où se trouve le service des expéditions.

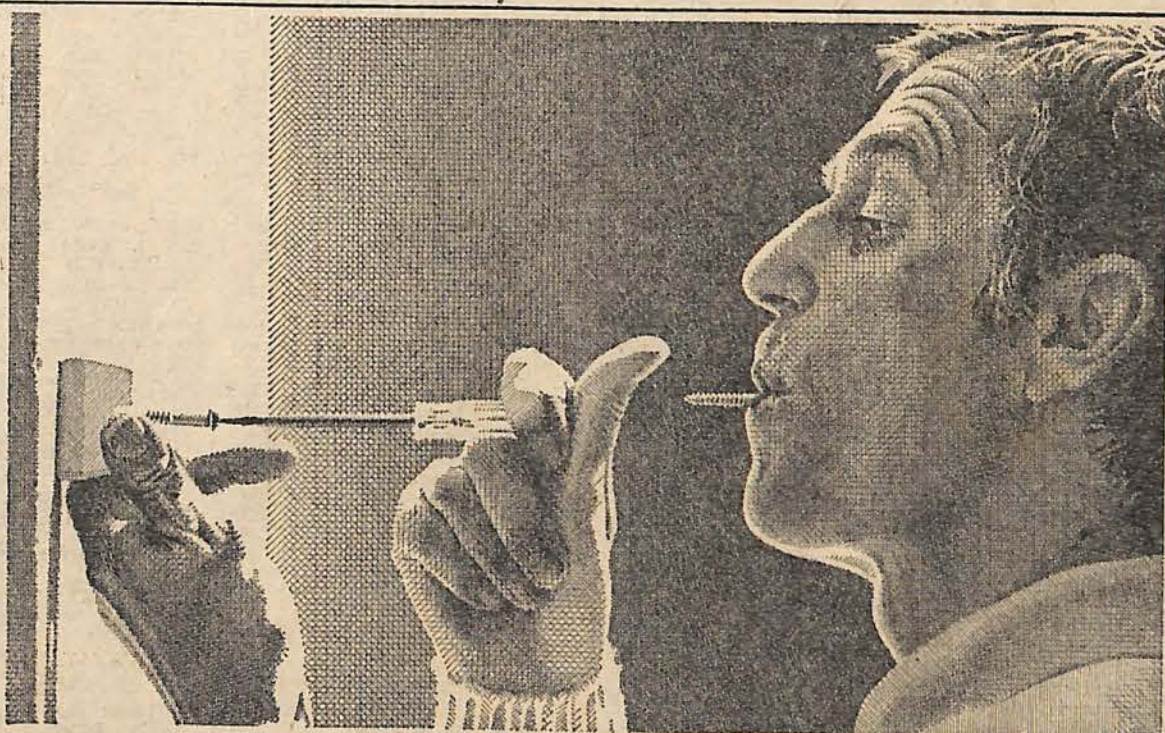
Les manifestants tentèrent ensuite, après avoir en partie saccagé le hall, de forcer l'entrée des rotatives, où ils furent refoulés par le personnel de la maison, qui utilisa les lances d'incendie et aussi les matériaux à sa disposition.

Vers 3 heures du matin, de nouveaux groupes de manifestants se présentèrent devant la

Dépêche, dont le siège était alors gardé par une patrouille d'agents. Une voiture de couleur rouge marquée d'une croix de Lorraine fonça alors dans un groupe de policiers et d'ouvriers qui se trouvaient devant l'établissement. Un policier fut blessé à l'épaule et dut être hospitalisé, ainsi qu'un ouvrier du journal atteint d'une blessure au crâne.

On déplore en outre plusieurs blessés légers. Après le départ des manifestants, on a découvert sur place un engin de forme cylindrique qui a été remis à la police.

D'autre part, la faculté des lettres, qui était le bastion du mouvement du 25 Avril, a été investie et le drapeau rouge a disparu de l'édifice, enlevé par les gardiens de la paix.



Il aime bricoler. Mais il ne "bricole" pas quand il s'agit de placer ses économies : il s'adresse au Crédit Lyonnais. Voulez-vous tirer le maximum de votre argent ? Venez nous voir. Quel que soit votre cas, nous avons une formule de placement sur mesures pour vous.

le Compte sur livret	une épargne disponible à tout instant.
les Bons du Crédit Lyonnais le Compte à terme	des placements sur mesures (de 1 mois à 5 ans).
Slivam, Slivafrance, Slivarente	des portefeuilles gérés pour vous par des spécialistes.
le Plan de Placement Progressif	l'épargne automatique.
le Compte d'épargne à long terme	des revenus exonérés d'impôts.
	des prêts grâce à une épargne.